

L'humanité

– Rapport d'activités 2016 –



Bamako, Mai 2017



François Koné, Responsable DEF



Fatoumata Sow, Responsable DIC



Boubacar Bougoudogo, Responsable DER



Djénéba Diarra, assistante de recherche



Moussa Coulibaly, Responsable DAF



Badiégué Diallo, comptable



Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif

Table des matières

Avant propos	1
Résumé exécutif	3
Introduction	5
1. Etudes et recherche.....	6
1.1. Développement durable.....	6
1.2. Evaluation d'impact	7
1.3. Pauvreté et inégalités.....	11
1.4. Gouvernance et démocratie	15
1.5. Equilibre	18
1.6. Santé	23
1.7. Offres diverses d'études et de recherche	25
2. Enquêtes	28
3. Formation et renforcement des capacités	31
3.1. Ateliers de formation.....	31
3.2. Renforcement de capacités	32
4. Communication et information	35
4.1. Séminaire et Conférences.....	38
4.2. Cafés.....	43
5. Publications	44
5.1. Les Great_Cahiers	44
5.2. Le Great_Savoir	46
5.3. La Great_Formation	48
5.4. Base de connaissances.....	49
6. Partenariat.....	50
6.1. Institutions de recherche.....	50
6.2. Administration publique.....	50
6.3. Société civile	51
6.4. Partenaires techniques et financiers	51
7. Fonctionnement institutionnel.....	52
7.1. Programmation et responsabilisation des activités.....	52
7.2. Réunions statutaires.....	53
8. Suivi budgétaire.....	54
8.1. Système de gestion	54
8.2. Structure des dépenses	54
8.3. Source de financement	55
9. Programme d'activités 2017	56
Conclusions	61

Avant propos

Si j'étais puissant, je serais humain



Quand on voit des "blancs" misérables, on se dit que ce n'est pas possible tellement leurs pays sont riches. Quand on voit des "noirs" opulents, on se dit que ce n'est pas possible tellement leurs pays sont pauvres. Quand tout récemment, on a assisté à la grève des chauffeurs et conducteurs routiers du Mali juste pour pouvoir être inscrits à un régime de sécurité sociale comme la loi en fait obligation à leurs employeurs, on se dit comment cela a pu être toléré jusqu'ici. Qu'y a-t-il de commun entre autant d'incongruités, l'inhumanité de l'homme, la méchanceté humaine ou autres travers des êtres puissants?

Les physiciens ont longuement travaillé et travaillent encore à unifier les 4 forces qu'étudie leur discipline, à savoir (i) la force gravitationnelle qui agit sur l'ensemble de l'univers en tant que colle du cosmos, (ii) la force électromagnétique qui soude les atomes et pousse les molécules à se combiner en de longues chaînes dont l'ADN qui permet la vie, (iii) la force nucléaire forte qui associe les quarks à l'intérieur des nucléons pour donner naissance à l'énergie nucléaire, et (iv) la force nucléaire faible qui permet aux neutrons de se transformer en protons et vice versa. Les progrès réalisés ont donné naissance à la force électrofaible et à la force électro nucléaire. Il s'agit à présent d'unir la gravitation qui s'applique à l'univers, avec la mécanique quantique des particules, qui régit l'infiniment petit. Dans la société et l'économie, il s'agit d'unir des phénomènes importants à des échelles très diverses comme le mondial, le régional, le national et le subnational. Qu'y a-t-il de commun entre les inégalités à l'échelle mondiale et à l'échelle du Mali, entre des dirigeants de multinationales, de puissances nationales et de pays pauvres comme le nôtre ou entre une banque géante et une PME du Mali s'il y en a. Si des forces physiques agissent aussi bien à l'échelle de l'univers qu'à celui d'une particule, il en va de même dans les pays et entre les pays et donc à l'échelle du monde.

Ainsi dans le cas des inégalités sociales, plusieurs sources crédibles dont Oxfam, la Banque mondiale ou le PNUD, révèlent qu'en 2010, les 388 personnes les plus riches du monde avaient autant de revenu que les 50% de la population mondiale les plus pauvres. En 2015, ces 388 riches ne sont plus que 62. Mieux, les mêmes sources établissent que les 3 personnes les plus riches du monde sont aussi riches que les 48 pays les plus pauvres. Aussi, les inégalités de niveaux de développement entre les peuples du monde sont-elles de 1 à 20 entre pays opulents et pays émergents et de 1 à 60 entre les premiers et les pays marginalisés. Tenez, sur 100 personnes très riches, 37 vivent aux Etats-Unis, 27 au Japon et 24 en Europe, le reste (soit 12 personnes) ailleurs dans le monde. A l'échelle des pays, les données d'enquêtes au Mali montrent que les 10% des ménages les plus pauvres gagnent à peine 1% du revenu total contre 32% pour les 10% de ménages les plus riches. Un pays pauvre comme le Mali pourrait être plus inégalitaire qu'un pays aussi riche que la France.

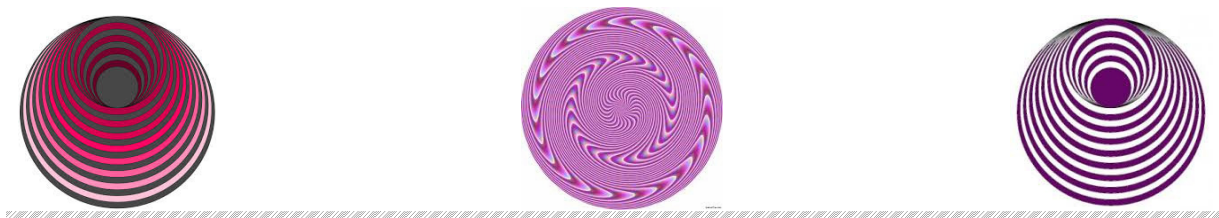
A l'inégalité entre tous les humains du monde s'ajoute celle à l'intérieur de chaque Etat. La première serait plus élevée que la seconde du fait que l'inégalité globale ne résulte pas seulement de l'inégalité à l'intérieur des pays, mais aussi des écarts de revenu par habitant entre pays. Aussi, l'accroissement de l'inégalité dans chaque pays a-t-il pour effet d'accentuer l'inégalité au niveau mondial. Et si l'on voit que la question des inégalités préoccupe autant aujourd'hui, et pas seulement les économistes, c'est sans doute parce que les inégalités ne favorisent plus la croissance comme cela a pu être historiquement le cas. Ce changement de paradigme serait dû à l'importance croissante du capital

humain dans le développement économique au détriment du capital physique. L'éducation est devenue la principale source de croissance des Etats en cela qu'elle accroît l'offre de main d'œuvre qualifiée. Mais dans le même temps, la faible rémunération du travail par rapport au capital fait creuser davantage les inégalités, de même que la faiblesse des programmes d'aide sociale, surtout dans les pays pauvres. Dans le même temps, pour conserver leurs emplois, les travailleurs acceptent des conditions de travail qu'ils auraient refusé hier tellement la compétition est rude, la pression forte avec des objectifs à atteindre presque pas à portée d'efforts humains.

Dans un tel contexte avec persistance voire creusement de l'écart entre pays et entre citoyens du monde, il a fallu que les puissances économiques du monde aient accès à la presque totalité des ressources naturelles et restreignent un tel accès aux autres utilisateurs. Cela passe aussi par le contrôle militaire, toute chose aliénant les droits des peuples et enrichissant davantage les riches qui deviennent tout autant puissants et intégrant désormais dans leurs charges publiques dans les pays conquis la nomination via des élections de façade de personnes dépourvues de toute vision juste promptes à obéir à des ordres. Celles-ci organisent le vol, le pillage de ressources tout en bradant le pays aux puissances étrangères. Elles participent à cette autre traite comme leurs ancêtres souverains côtiers, interfaces entre négriers européens et tribus noires africaines, un autre esclavage moderne où les faibles ne peuvent rien posséder qui ne soit à leurs maîtres puissants. Comme un bégaiement de l'histoire, ce tableau s'accompagne de mouvements jihadistes affaiblissant toute velléité indépendantiste, substituant à la défense des capitaux étrangers non pas celle de l'être humain ou de la patrie mais de l'islam. Comment sortir d'un tel carcan pour un monde meilleur où l'on dominerait la cupidité, la haine et la brutalité. Cela devrait-il encore passer par la violence comme hier pour s'affranchir de l'esclavage ou du joug colonial, une vraie tragédie de l'histoire, faire la guerre pour avoir la paix au lieu d'y aller directement grâce à la capacité humaine de respecter chaque être humain y compris ses croyances, respecter la souveraineté de tous les Etats y compris ceux faibles ou fragiles. La violence s'inscrit presque toujours dans le cycle vicieux de la méfiance réciproque, du mépris et de la non-reconnaissance subjective de soi par l'autre, par soi à travers l'autre.

Aujourd'hui, ne peut-on pas appeler à un renouveau humaniste par une prise de conscience collective des limites de l'ordre existant dans une autre spiritualité. Cela va au-delà de la croyance béate que le seul avènement de la démocratie serait le rempart contre les agressions, les crises et le fanatisme, au-delà de l'illusion qu'il suffirait de remplacer les mauvais dirigeants par des bons pour une merveilleuse gouvernance économique, de voter plus de lois pour rétablir l'ordre, d'accorder davantage de protection sociale pour en finir avec la pauvreté et l'indigence. Un autre paradigme passe par le respect réciproque de tout être humain vis-à-vis de son prochain, l'acceptation de l'humanité et le refus de la légitimation de la violence. Aristote parlerait de la culture humaine en tant que loi commune aux hommes sous forme d'association de la dignité, de la sociabilité et de l'empathie.

La réalisation de l'humain nouveau requiert la critique de la pensée dominante qui veut que la seule société possible soit la société de l'exploitation capitaliste. Pour ce faire, il faut une généralisation de l'éducation, davantage de liberté individuelle et collective et de la réflexion qui prend ses distances vis-à-vis des idéologies surannées existantes ou passées. Pour paraphraser de mémoire une citation célèbre d'un défenseur des droits de l'homme, disons que le monde d'aujourd'hui a plus besoin de consacrer ses réflexions à l'avenir des relations amicales entre les peuples qu'à glorifier un passé malheureux. C'est dans cet esprit que les peuples des pays colonisateurs et colonisés pourront envisager leurs relations futures, qui devraient être fondées sur le respect mutuel. Mais les puissants de ce monde le peuvent-ils ou le veulent-ils, imbus de leurs personnes qu'ils sont et forts de leur passé pourtant peu glorieux.



Résumé exécutif

Le présent rapport fait le point des activités réalisées par GREAT au cours de l'année 2016. Il s'agit des activités d'études et de recherche, d'enquêtes, de formation et renforcement de capacités, de communication et information et de publications. Toutes ces activités ont été rendues possibles grâce à une gestion administrative et financière soutenue, au fonctionnement institutionnel statutaire et avec les appuis multiformes de divers partenaires, anciens comme nouveaux. A la fin du rapport se trouve un tableau de programmation des activités à réaliser au titre de l'année 2017 avec une indication du personnel en charge et du délai d'exécution pour chaque activité.

Les travaux d'études et de recherche ont porté sur les thèmes (i) Développement durable, (ii) Evaluation d'impact, (iii) Pauvreté et inégalités, (iv) Gouvernance et démocratie, (v) Equilibre et (vi) Santé. Au titre du Développement durable, une étude a été menée au compte de la Cellule CSCLP et de l'ODHD sur financement du PNUD sous le titre «"Identification et opérationnalisation des priorités de développement durable du Mali"». Les études d'évaluation d'impact menées sont au nombre de 2 et s'intitulent "Etude de base sur les domaines d'activités dans le cadre de la mise en œuvre du PAFP & Analyse de la situation économique des bénéficiaires (effets) des appuis du PAFP à mi-parcours" et "Impacts agricoles". Quant aux 2 études sur le thème de la pauvreté, l'une a porté sur "Privations d'infrastructure et services sociaux en Afrique" et l'autre sur "Les inégalités de revenu au Mali – Effets des sources de revenu et des groupes sociaux".

Le thème Gouvernance et démocratie a aussi été traité à travers 2 études intitulées respectivement "Comment mesurer le niveau de démocratie au Mali et en Afrique" et "Une métrique de la gouvernance en Afrique". Le thème de l'équilibre regroupe une étude sur l'amélioration de la performance du modèle de prévision du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) et une étude philosophique sur l'équilibre de façon générale avec l'intitulé "Que sait-on de l'équilibre ?". La seule étude sur la santé a été une enquête sur la disponibilité du DIU et des services de SAA dans les structures sanitaires publiques et communautaires du Mali.

Concernant les activités d'enquêtes, ce sont au total 4 enquêtes qui ont été conduites au cours de l'année 2016. Elles comprennent 2 enquêtes agricoles en partenariat avec ISSER de l'Université Legon du Ghana dont une sur l'évaluation de l'impact des services de rappels post-récolte et de fourniture des produits aux petits agriculteurs et l'autre sur la sécurité alimentaire et l'accroissement des revenus des ménages agricoles pour un certain nombre de cultures cibles dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou. La troisième enquête a eu lieu dans le cadre de l'établissement de la situation économique de référence des bénéficiaires du PAFP et la quatrième est une enquête internationale sur la compétitivité globale des entreprises menée chaque année par World Economic Forum dont GREAT est le partenaire national au Mali.

Au chapitre de la formation et du renforcement de capacités, d'une part GREAT a assuré au profit de divers partenaires et groupes cibles des formations en techniques quantitatives sur Excel et en méthodologie de recherche en sciences sociales et d'autre part le personnel et les collaborateurs de GREAT ont été formés en évaluation d'impact des projets et programmes sur Stata, en CAPI, sur le modèle macroéconomique (MME), en simulation de chocs sur la production aurifère et en anglais, pour un renforcement de leurs capacités en vue de mener à bien leurs activités quotidiennes.

Au titre des publications, l'année 2016 a vu la publication de 13 rapports de recherche dans "Les Great_Cahiers", 12 Policy briefs (1 par mois) dans "Le Great_Savoir" et 5 manuels de formation dans "La Great_Formation". Toutes ces publications ont été rendues accessibles en ligne grâce à la mise à jour continue de la base de connaissances sur le site du groupe (www.greatmali.net).

L'activité phare de communication/information en 2016 a été la deuxième édition des Journées du savoir qui a regroupé des chercheurs venus d'Afrique, d'Amérique et d'Europe sur le thème central "Equilibre économique, social et politique". Un nouveau type d'activités de communication a aussi vu le jour avec les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} "Great-Café" avec comme thèmes respectifs "Les religions monothéistes", "La négociation syndicale" et "Les traditions négro-africaines". Toujours dans ce chapitre de communication/information, il y a eu aussi la participation de GREAT à des conférences à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Les précieux partenariats de longue date avec certaines institutions de recherche telles que Afrobaromètre, World Economic Forum, IBP et PSI/Mali ont été maintenus et même renforcés. Great est heureux d'avoir pu en nouer de nouveaux avec ISSER (Université de Legon), AGRA et Southern Voice. De même, la collaboration avec la Cellule technique CSLP, l'INSTAT et certaines CPS, l'ONEF, la DNPd, la DGB, le MEF, le Rectorat de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, la Faculté des sciences économiques et de gestion ainsi que la presse, écrite comme audio-visuelle, s'est poursuivie de plus en plus étroitement.

Le Conseil d'orientation s'est réuni pour valider le rapport d'activité 2015 et adopter le programme d'activité 2016. La direction exécutive et ses 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) a convenablement exécuté le programme d'activités 2016 et a tenu régulièrement les réunions de personnel, ordinaires ou extraordinaires, selon le cas pour le suivi correct des activités. Des ateliers résidentiels ont eu lieu pour accélérer, au besoin, l'exécution des activités de recherche.

La gestion administrative et financière s'est faite à travers la tenue de la comptabilité, le suivi budgétaire avec le logiciel Sage Comptable qui permet, entre autres, l'enregistrement régulier de tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses), la réalisation de prévisions et projections et l'établissement d'un rapport financier à tout moment. L'analyse de la structure des dépenses et des sources de financement a permis de connaître les forces et les faiblesses de la mobilisation des ressources et de la gestion du budget.

Introduction

Il est devenu de tradition pour le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) d'élaborer un rapport de fin d'année décrivant les grands axes de ses activités au cours de l'année écoulée et de planifier celles de l'année suivante. Au titre des activités de l'année écoulée, il importe de signaler singulièrement la planification et l'organisation des Journées du savoir (JdS). En effet, les journées du savoir sont une vitrine pour GREAT de faire se côtoyer autour d'une thématique centrale des chercheurs du Nord et du Sud. Pour 2016, les Jds se sont tenues du 10 au 11 novembre 2016 au CRES de Bamako autour du thème de l'équilibre économique, social et politique et décliné en 5 sous-thèmes à savoir l'Economie politique de l'équilibre, Equilibre et inégalités sociales, l'équilibre environnemental, l'équilibre de la théorie des jeux et l'équilibre géopolitique.

Au-delà des Jds, GREAT a pu inaugurer une nouvelle forme de partage de savoir qui est le Great-café qui est déjà à son troisième édition. C'est une expérience innovante qui fait intervenir une personne compétente externe sur un thème donné. Qu'il nous suffise ici de rappeler les chaudes discussions induites par le premier conférencier, à savoir Dr. Lancine Sountoura de la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako. IL ne peut en être autrement quand on interroge de la façon suivante: Les religions monothéistes sont-elles aussi universelles qu'on veut nous le faire croire?.

En plus de ces deux chantiers majeurs, GREAT a conduit des études et recherche sur le développement durable, l'évaluation d'impacts, la pauvreté et les inégalités, la gouvernance et la démocratie, l'équilibre et la santé, non sans oublier des offres diverses d'études faisant suite à des appels à candidature qui n'ont malheureusement pas pu être financées.

Le rapport 2016 des activités du Groupe s'étale sur 9 sections qui traitent successivement des activités d'études et de recherche, de la formation et du renforcement de capacités, de la communication et de l'information, des publications, du partenariat, du fonctionnement institutionnel, du suivi budgétaire et de la programmation des activités pour l'année 2017.

Finalement, l'année a été marquée par plusieurs contraintes dont le financement difficilement bouclé des Jds et la difficulté de rassembler les éléments du rapport tellement dispersés sur les ordinateurs des chercheurs et assistants de recherche sans centralisation préalable pour un rapportage sans effort de collecte des supports des activités menées par ceux-ci ou ceux-là. Cette dernière lacune met à l'ordre du jour le besoin pressent d'un mécanisme approprié de suivi-évaluation de l'ensemble des activités du Groupe.

1. Etudes et recherche

1.1. Développement durable

L'Agenda de développement 2000-2015 des Nations unies portait sur les Objectifs de développement pour le millénaire (OMD). Le concept de Développement durable est apparu vers la fin de cet agenda lorsqu'en 2012 le sommet Rio+20 développait les Objectifs de développement durable (ODD), "Sustainable Development Goals (SDG) en anglais", qui ont été effectivement adoptés en septembre 2015 au cours de l'Assemblée générale ordinaire des Nations unies pour constituer la composante clé de l'agenda de développement post-2015 dans le monde. Ensemble de 17 objectifs universellement applicables, les ODD sont supposés corriger certaines faiblesses des OMD et visent à éradiquer la famine et la pauvreté à l'horizon 2030 tout en faisant une meilleure balance entre les 3 dimensions du développement durable à savoir les aspects sociaux, économiques et écologiques. Ils ne sont pas destinés aux seuls pays en développement avec le soutien des pays développés, mais s'appliquent dans tous les pays avec des moyens et processus de mise en œuvre innovants.

👉 Identification et opérationnalisation des priorités de développement durable du Mali



Depuis janvier 2016, les ODD ont pris le relais des OMD dans l'agenda de développement des Nations unies. Au niveau national, chaque pays se doit de fixer ses priorités et d'élaborer un plan national d'opérationnalisation de ces ODD afin d'optimiser ses chances d'atteinte.

En ce qui concerne le Mali, l'identification et l'opérationnalisation des priorités de

développement durable passe par une bonne connaissance du contexte national de départ de mise en œuvre desdites priorités, la revue des récentes politiques et stratégies nationales dans leurs grandes lignes et au sens de leur impact effectif sur le développement durable, la mise en cohérence des ODD avec ces politiques et stratégies en cours dans le pays. Les analyses comprennent aussi l'identification des principaux défis, y compris grâce au bilan succinct de la mise en œuvre des OMD, et indiquent les voies et moyens de les relever pour l'atteinte des ODD prioritaires. L'identification et l'opérationnalisation des priorités de développement durable sont un exercice complexe qui nécessite aussi la pleine participation de tous les acteurs au développement.

Problématique	L'identification et d'opérationnalisation des priorités de développement durable s'avèrent nécessaires pour plusieurs raisons, parmi lesquelles: • les leçons tirées de l'agenda des OMD qui ont connu un démarrage tardif et un succès relativement limité • la grande ambition des ODD face à l'insuffisance des ressources • le caractère universel des ODD, un ensemble d'objectifs applicables non pas dans les seuls pays en développement avec le soutien des pays développés mais valables pour tous les pays avec des réalités et des priorités assez diversifiées • l'existence d'interrelations entre les objectifs et la nécessité de mettre en avant les objectifs les plus structurants.
Pertinence politique	La mise en œuvre, au niveau national, d'objectifs de développement universels tels que les ODD requiert qu'ils soient intégrés aux dispositifs nationaux existants en matière de planification, de suivi-évaluation et de mise en œuvre des politiques et stratégies de développement. L'insuffisance des ressources impose alors des choix de priorités qu'il faudra au préalable identifier avant d'en développer un plan d'opérationnalisation.
Revue de la littérature	✓ ONU (2015), Transformer notre monde: Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, Résolution adoptée à la 70^{ème} session de l'Assemblée générale ✓ République du Mali (2016), Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable du Mali (CREDD 2016-2018), mars ✓ République du Mali (2015), Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ✓ République du Mali (1999), Etude nationale prospective Mali 2025, Rapport général, juin
Méthodologie	✓ Revue documentaire ✓ Analyse statistique
Données utilisées	✓ Comptes économiques du Mali ✓ EMOP ✓ Afrobaromètre e Transparency International ✓ Données administratives
Principaux résultats	✓ 16 ODD, 59 cibles et 73 indicateurs priorités ✓ Conditions d'atteinte des ODD prioritaires : S'inspirer de l'expérience des OMD et relever les défis du renforcement du système de planification, des données statistiques, de la mobilisation des ressources en l'érigeant en activité à part entière et d'un système de suivi-évaluation efficace basé sur la responsabilisation des acteurs, la dynamisation des structures locales de suivi, la gestion axée sur les résultats (GAR) et la transparence ✓ Pour la prise en compte des ODD dans les stratégies et politiques nationales de développement, il faut un plan d'appropriation desdits ODD, leur transcription nationale tant au niveau macroéconomique qu'aux niveaux sectoriel et des collectivités territoriales et finalement leur endogénéisation dans la formulation des politiques et stratégies nationales à tous les niveaux
Recommandations	Pour élaborer un plan d'actions d'atteinte des ODD prioritaires et surtout le mettre en œuvre, le Mali devra s'engager dès à présent dans la mise en œuvre des ODD, renforcer ses capacités de planification et de suivi-évaluation des actions engagées. Pour ce faire, il faut d'ores et déjà s'approprier les ODD, les transcrire dans ses plans et stratégies de développement et toujours les garder à l'esprit dans les programmations à venir

1.2. Evaluation d'impact

Un des champs majeurs de recherche de GREAT, cette année, a été l'évaluation d'impacts. Il faut savoir que cette thématique commence à prendre de l'ampleur dans le milieu des sciences sociales ces dernières années. Qu'elle soit une évaluation des effets des programmes de formation professionnelle comme c'est le cas avec l'ONG Swisscontact ou une évaluation des

programmes d'appui agricole comme le projet post-récolte de AGRA dans la région de Sikasso, l'évaluation d'impacts permet aux décideurs de mesurer le chemin parcouru dans la mise en œuvre des projets de développement mais aussi de corriger les lacunes et limites observées au cours d'une période donnée. C'est pourquoi, GREAT cherche de plus en plus à se spécialiser dans ce domaine à travers différentes opportunités de renforcement de capacités de ses chercheurs.

☞ Etude de base sur les domaines d'activités dans le cadre de la mise en œuvre du PAFP & Analyse de la situation économique des bénéficiaires (effets) des appuis du PAFP à mi-parcours



Cette étude commanditée par le programme d'appui à la formation professionnelle de la fondation Swisscontact visait à établir la situation économique de référence en termes de revenu moyen mensuel par individu, revenu généré dans les différents domaines d'activités dans les 5 régions d'intervention du Programme (Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et Bamako). C'est ainsi qu'un échantillon de 1302 opérateurs économiques a été construit sur la base des critères établis par le PAFP âgés en moyenne de 42-43 ans et n'ayant jamais fréquenté l'école, pour les deux tiers, avec un tiers de cas d'abandon scolaire dont moins d'un dixième de diplômés. Sur l'ensemble des 13 domaines d'activités retenus, 11 sont présents dans l'échantillon de base contre 9 domaines dans celui des effets.

Au chapitre des caractéristiques des unités de production de biens et services, on note qu'ils sont majoritairement de type individuel, les non projets encore plus que les projets, ces derniers étant

significativement plus associatives que leurs devanciers. Elles sont en outre caractérisées par une plus grande absence de statut juridique, neuf dixièmes des non projets et moitié moins pour les projets. Ensuite, ces établissements "projets" et "non projet" ont de faibles taux d'enregistrement, d'où leur caractère éminemment informel. Ainsi, à peine un établissement sur cent a un enregistrement social, moins d'un dixième, un enregistrement fiscal.

L'analyse des données a permis d'inférer que les établissements "projet" réalisent un bénéfice supérieur à celui des établissements "non projet" quel que soit le type d'échantillon (situation de base ou effets post-appui), à raison de près de 15% pour l'échantillon "situation de base" et de 6% pour l'échantillon d'estimation des effets, les hommes plus que les femmes (143% pour les établissements "non projet" et 123% pour les établissements "projet" dans le premier échantillon et 106% contre 87% en faveur des établissements non projets dans le second échantillon).

Les plus grands niveaux de bénéfice sont réalisés dans les secteurs du bois/ameublement et de l'habillement/textile. Si dans l'échantillon de base, il est octroyé une rémunération de 10'000 fcfa par mois et par personne, elle n'est que de 2'000 fcfa dans l'échantillon des effets.

Problématique	Le Programme d'appui à la formation professionnelle, Phase4 (PAFP4) a pour but de contribuer à la compétitivité des secteurs économiques porteurs par une formation professionnelle axée sur l'emploi dans les régions de Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et Bamako. A terme, près de 40'000 personnes issues de divers horizons (non scolarisés, déscolarisés, demandeurs d'emplois, etc.) bénéficieront de formation et d'accompagnement spécifique, soit pour l'amélioration du revenu, soit pour leur insertion sur le marché du travail. La présente étude cherche à documenter la situation de base des opérateurs et de mesurer les effets du programme sur un certain nombre de partenaires dans les régions cibles.
Pertinence politique	L'évaluation des effets et impacts des programmes de formation vise à connaître les augmentations de revenus des bénéficiaires comparativement à des groupes témoins aux caractéristiques socioéconomiques comparables au départ à celles des bénéficiaires. Cela permettra au programme d'adapter son offre de formation aux bénéficiaires en vue d'une meilleure compétitivité des bénéficiaires.
Revue de la littérature	✓ International Initiative for Impacts Evaluation (2015) : The impact of reminders post-harvest aggregation services and timely provision of price information on smallholder farmers market power and incomes in Mali (September) ✓ Amy J. Pickering, Habiba Djebbari, Carolina Lopez, Massa Coulibaly and Maria Laura Alzua (2015) : Impact of community-led total sanitation (CDLS) intervention on sanitation access, behavior, and child health: A cluster randomized controlled trial in rural Mali ✓ Projet d'appui aux jeunes entrepreneurs/Nièta (2012) : Analyse des effets des interventions en formation professionnelle de PAJE NIETA sur les jeunes, leur environnement et les communautés bénéficiaires – Etude sur la situation de départ
Méthodologie	La méthodologie a combiné: ✓ l'analyse documentaire pour décrire le contexte ✓ les enquêtes de terrain ✓ le traitement et l'analyse de données d'enquête ✓ la rédaction de rapport
Données utilisées	Données d'enquête auprès des partenaires du PAFP
Principaux résultats	✓ Les individus pratiquent à titre principal 3 activités, à savoir le maraîchage, le commerce et l'alimentation dans l'échantillon de base avec le maraîchage comme première AGR occupant près de 30% ✓ L'analyse des données par statut juridique montre que l'absence de statut juridique est le plus partagé par les établissements, à raison de 72% contre près d'un quart d'ONG/GIE/Association ✓ Les données collectées permettent d'estimer la production moyenne mensuelle ainsi que le chiffre d'affaire mensuel à respectivement 234'000 fcfa (avec une différence significative de 100'000 fcfa mensuels en faveur des établissements "projet") et à 157'000 fcfa (avec 33'000 fcfa d'écart entre projet et non projet) dans l'échantillon de base ✓ La production moyenne mensuelle ainsi que le chiffre d'affaire mensuel sont estimées en moyenne à 205'000 fcfa et à 173'000 fcfa par établissement dans l'échantillon des effets.
Recommandations	✓ Le PAFP pourrait encourager ses partenaires à se professionnaliser plus sur des activités précises pour permettre l'accroissement de la rentabilité financière de leurs exploitations ✓ Il faut encourager la formation professionnelle puisque la majorité des exploitants a appris le métier sur le tas, cela leur permettrait aussi bien d'accroître leur revenu que d'obtenir une meilleure insertion sur le marché du travail et au bout une diminution de leur vulnérabilité. ✓ Au-delà de l'objectif d'accroissement de revenu, le Programme peut également aider à la réduction des coûts de production, d'autant plus qu'on observe déjà un surcoût de production des non projets d'environ 30'000 fcfa par mois par rapport aux projets auprès de certains acteurs ✓ Il semble que l'égalité genre reste un défi tant en matière d'accroissement de revenu, d'insertion sur le marché du travail que du point de vue du bien-être individuel et social.

☞ Etude qualitative – Impacts de la formation en gestion post-récolte sur les pertes post-récolte, sur la commercialisation et sur la participation au marché –



Cette étude est composée de trois parties, les discussions en focus groupes, les discussions avec les leaders villageois, et les discussions avec les leaders des collecteurs ou commerçants privés.

Lors des focus groupes, il a été demandé aux participants de parler brièvement de l'historique de leur village et de donner la proportion des ménages dirigés par les femmes en premier lieu, en second lieu les questions portaient sur les activités économiques et agricoles. Par rapport à cette deuxième partie de la discussion, les participants se sont prononcés sur les activités principales ainsi que leurs importances. La troisième partie de la discussion portait sur la formation. A ce niveau, les questions étaient relatives à la connaissance de AMEDD et/ou AMASSA, les bénéficiaires du programme de la formation organisée par AMEDD et/ou AMASSA à la gestion des pertes post-récolte, au contenu et à l'importance dudit programme, les leçons apprises et leur application. A la quatrième partie de la

discussion, les questions étaient relatives à la production de cultures et leurs rendements. La cinquième partie portait sur les pertes post-récolte, la sixième sur la commercialisation de la production et la participation des paysans au choix du marché et la prise de décision des prix. Enfin le bien-être, les revenus et la sécurité alimentaire ont fait l'objet des discussions.

Les leaders de village ont également répondu aux questions relatives à la démographie des villages, aux principaux défis de développement, à l'insécurité alimentaire et à la vulnérabilité dans le village, aux systèmes de production agricoles, à l'importance des pertes post-récolte et les stratégies de réduction de ces pertes, aux marchés des produits agricoles et à l'évolution de la commercialisation desdits produits, aux coopératives et collecteurs privés, à AMEDD et/ou AMASSA et d'autres acteurs du développement agricole.

Les questions posées aux leaders des centres de collecte sont entre autres, l'historique et le but de leur centre, leurs zones d'intervention, les réseaux dans lesquels se trouve leur centre, les services des collecteurs aux paysans et la perception des collecteurs sur AMEDD et/ou AMASSA.

Problématique	Du 3 au 11 septembre 2016 a été mené sur le terrain une enquête qualitative pour évaluer les impacts de la formation en gestion post-récolte sur les pertes post-récolte, sur la commercialisation et sur la participation au marché dans sept villages des cercles de Koutiala, Sikasso et Yorosso dont deux à Koutiala à savoir Sorobasso et Gouandara, trois à Sikasso, Kampiasso, Kaboïla et Sanzana et deux à Yorosso, Simona et Yorosso même. Dans chacune de ces zones, il y a eu deux focus groupes, un avec les hommes et l'autre avec femmes et une interview auprès d'un leader du village. En plus de ces entretiens groupé et individuel, au niveau de chacun de ces cercles, un leader de centre de collecte coopérative et un leader de centre de collecte collecteurs privés ont été interviewés.
Pertinence politique	Dans la plupart des régions du Mali, l'agriculture pluviale de subsistance constitue le principal modèle de production fondé sur le mil, le sorgho et le fonio pour les céréales, ainsi que le niébé et l'arachide. Il se pose souvent le problème de commercialisation ou de transformation des produits céréaliers, donc de débouchés intéressants pour rentabiliser les investissements de tous les acteurs et en particulier les producteurs.
Revue de la littérature	✓ Amy J. Pickering, HabibaDjebbari, Carolina Lopez, Massa Coulibaly and Maria Laura Alzua (2015) : Impact of community-led total sanitation (CDLS) intervention on sanitationaccess, behavior, and childhealth : a cluster randomizedcontrolled trial in rural Mali ✓ Projet d'appui aux jeunes entrepreneurs/Nièta (2012) : Analyse des effets des interventions en formation professionnelle de PAJE NIETA sur les jeunes, leur environnement et les communautés bénéficiaires –Etude sur la situation de départ ✓ Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (2013) : Financement des chaînes de valeurs agricoles, outils et leçons ✓ Michigan State University (2011) : Evaluation du secteur agricole
Méthodologie	La méthodologie a combiné: ✓ les discussions en focus groups ✓ les entretiens individuels ✓ le traitement et l'analyse de données qualitatives ✓ la rédaction de rapport
Données utilisées	Données des producteurs et agrodealers des cercles de Koutiala, Yorosso et de Sikasso
Principaux résultats	✓ L'activité économique dans ces villages est dominée par l'agriculture, l'élevage et le commerce ✓ L'insécurité alimentaire est un défi majeur de développement qui a plus ou moins touché tous les sept villages ✓ Il y a peu de perte post-récolte maintenant à Goundara et à Sanzana contrairement aux villages Kaboïla, Simona, Sorobasso, Yorosso et Kampiasso ✓ Les produits agricoles sont vendus principalement in situ ces dernières années ✓ Il existe des CPCV dans tous les villages enquêtés ✓ Les ONG AMEDD et AMASSA Afrique Verte sont connues dans les cercles de Yorosso et de Koutiala mais moins à Sikasso
Recommandations	✓ Concevoir et mettre en œuvre un système efficace d'informations sur le marché agricole ✓ Mettre en place un système de warrantage fonctionnel auprès des petits producteurs ✓ Faciliter l'accès aux intrants et aux produits phytosanitaires

1.3. Pauvreté et inégalités

En plus de la croissance économique, la réduction de la pauvreté et plus récemment des inégalités constituent des objectifs de politique économiques qui sont tout autant importants en raison non seulement de considérations de justice sociale mais aussi d'efficacité économique. Le suivi des indicateurs de pauvreté et d'inégalités permet de savoir dans quelles mesures la création de richesse profite au plus grand nombre et se traduit par l'amélioration de leurs conditions de vie et par la réduction des écarts de revenus ou d'accès à des services sociaux de base. Au-delà des questions de justice et d'équité, la lutte contre la pauvreté et les

inégalités a des enjeux de stabilité sociale et politique quand on sait que la pauvreté extrême et les très grandes inégalités sociales se sont avérées, par le passé, dans beaucoup de pays, être à l'origine de troubles socio-politiques.

☞ Privation d'infrastructures et de services sociaux en Afrique



La qualité du bien-être des populations passe nécessairement par leur accès à certains services ou facilités dans les domaines allant de l'éducation à la communication en passant par la santé, l'économie, la sécurité, le transport, l'eau, l'électricité, l'hygiène, et l'assainissement. Cette qualité semble être absente en Afrique par la privation des populations d'un nombre important d'infrastructures ou services sociaux de base. Ces questions de privation ont

ainsi été traitées dans le cadre des enquêtes Afrobaromètre 2014-2015, couvrant trente-six pays. Les données issues des observations faites par les équipes d'enquête sur le terrain selon que lesdites équipes ont pu témoigner, de la disponibilité ou non de services ou facilités dans la section d'énumération ou unité primaire d'échantillonnage où l'enquête se déroule ou à une distance de marche proche, ont été utilisées pour établir un indice de privation des populations d'infrastructures ou services sociaux.

Problématique	Le niveau de développement d'un pays ou d'une région se mesure souvent par la disponibilité et/ou l'accès aux infrastructures et services sociaux de base. A l'inverse, cette étude cherche à mesurer, en Afrique, les niveaux de privations de certaines infrastructures et services sociaux de base, au niveau régional, par milieu. Cette approche, équivalente à la mesure des niveaux d'accès, a l'avantage d'indiquer directement de quels infrastructures et services sociaux de base les populations manquent le plus, dans l'ensemble, par milieu et par type d'infrastructures.
Pertinence politique	L'accès de la population aux infrastructures et services sociaux de base est un aspect important de la lutte contre la pauvreté. Les niveaux de privations de ces différentes commodités constituent une mesure du chemin à parcourir et des efforts à consentir vers un accès universel à ces biens et services publics. L'analyse par type d'infrastructure de base, par milieu et par pays peut aider à orienter les décideurs dans la formulation et la mise en œuvre des politiques d'amélioration de l'accès à ces infrastructures et services sociaux de base.
Méthodologie	Les questions traitées portent sur les privations des populations d'infrastructures et services sociaux. Les réponses à ces questions ne relèvent pas des personnes enquêtées mais sont plutôt le fruit de l'observation directe des équipes d'enquêteurs et de superviseurs sur le terrain. Celles-ci répondent conjointement aux questions sur la disponibilité dans les unités primaires d'échantillonnage des services sociaux ou facilités énumérées dans le questionnaire. Les données ainsi observées sont ici traitées pour mesurer le degré de privation des populations de ces infrastructures et services sociaux. Un indice de privation est élaboré à cet effet, mesuré et réparti par strate (région et milieu) ainsi que par type d'infrastructure ou service social. La situation des privations est analysée pour établir les défis sur le chemin de l'amélioration du cadre de vie des africains.
Données utilisées	✓ Données d'enquêtes Afrobaromètre round 6
Principaux résultats	✓ En 2014 ou 2015, il n'y a eu aucun parmi les onze services sociaux ou infrastructures retenus pour lequel au moins un africain n'était pas privé. ✓ En moyenne, plus de trois africains sur cinq sont privés de service de banques ou

	d'institution de microfinance (72%), de système d'évacuation des eaux usées (69%) et de services de sécurité de la police ou de la gendarmerie (62%). Ces derniers sont suivis des privations de route goudronnée/pavée (45%), de centre de santé et de système d'adduction d'eau (39% chacun), d'électricité (34%) et de marché (30%). A l'opposé, moins d'un africain sur cinq n'avait ni accès à un système de transport en commun (17%), ni à une école (12%), ni à un réseau GSM (8%). ✓ Les trois premiers problèmes de privation sont fréquents dans les pays francophones et anglophones, plutôt membres de la COMESA ou CEDEAO ou encore SADC. Ces problèmes touchent deux fois plus les ruraux que les urbains et de même les analphabètes que les intellectuels surtout avec le niveau post-secondaire. ✓ La moitié de la population africaine est privée d'environ quatre facilités ou services sociaux de base. C'est au Burundi que l'on enregistre le niveau de privation le plus élevé, soit le maximum de sept services auxquels les populations n'ont pas accès. Par contre c'est en Algérie et Egypte qu'elles manquent seulement d'une infrastructure de base.
Recommandations	Les résultats montrent que les gouvernements des Etats africains doivent fournir d'importants efforts pour améliorer l'accès des populations aux infrastructures ou services sociaux de base. Il s'agit surtout des gouvernements des pays francophones et anglophones membres de la COMESA, CEDEAO ou SADC. Ces efforts en termes de fourniture de services de banque ou d'institution de microfinance, de système d'égout, de service de sécurité de la police ou de la gendarmerie, de route goudronnée/pavée, de centre de santé et d'adduction d'eau, devraient davantage être consentis en faveur des ruraux et des analphabètes. Ces derniers enregistrent un indice de privation le plus élevé, autrement dit, ils sont privés de plusieurs facilités ou services à la fois.

☞ Les inégalités de revenu : effet des sources de revenu et des groupes sociaux



En économie du développement et en économie publique, l'analyse des inégalités de revenu, qu'elles soient entre ménages ou entre individus, revêt une certaine importance au regard de la richesse et de la diversité de la littérature théorique et empirique sur le sujet. En plus de l'analyse de la pauvreté, les économistes se sont très tôt intéressés à la répartition des revenus, entre différentes sources de revenu ou entre différents groupes sociaux. Ces analyses peuvent se faire dans le but de connaître simplement la distribution de ces revenus pour des comparaisons internationales ou intra nationales dans une

perspective d'équité ou de justice sociale. Elles peuvent aussi avoir pour objectif de faire un lien plus ou moins étroit entre les inégalités et d'autres phénomènes économiques comme la croissance, le développement et la pauvreté avec pour finalité d'en déterminer le profil, les facteurs sous-jacents et les éventuelles conséquences pour une économie. L'analyse microéconomique de la distribution des revenus et des inégalités qui en découle, sans faire nécessairement le lien avec la croissance ou la réduction de la pauvreté, est intéressante en soi et constitue un exercice non moins important pour plusieurs raisons. En plus d'aider au recul de la pauvreté, la connaissance plus moins précise de l'état des inégalités dans un pays fournit une base pour la mise en place de politiques publiques permettant d'agir sur ces inégalités afin de prévenir les troubles sociaux et les instabilités politiques pouvant être causés par de trop grandes inégalités.

Problématique	L'intérêt, et éventuellement la légitimité, des études sur les inégalités ont augmenté depuis les travaux précurseurs de Kuznets (1955) qui ont révélé une relation en forme de "U" renversé entre le niveau de développement et les inégalités. Les statistiques internationales montrent que l'Afrique subsaharienne connaît les plus fortes inégalités de revenu, derrière l'Amérique latine et les Caraïbes (AFD, 2009). Cependant, en Afrique, y compris au Mali, la plupart des estimations sont faites sur la base de la consommation, à la différence d'autres régions du monde comme l'Amérique latine et centrale où c'est plutôt le revenu par tête qui est utilisé, rendant difficile les comparaisons. Cette étude tente de contribuer à combler ce vide dans le cas du Mali, en procédant à une analyse détaillée de la distribution et des inégalités de revenu à l'aide des données du module emploi des enquêtes EMOP. Dans les rares études sur le Mali, en plus de l'usage de la dépense par tête, les inégalités ne sont pas analysées au-delà de la production d'indicateurs traduisant la situation globale d'inégalité comme l'indice de Gini. L'analyse des inégalités est rarement détaillée par sources et classes de revenu. Cette étude a pour objectif d'analyser le niveau des inégalités de revenu au Mali et de déterminer les sources de revenus et les groupes sociaux y contribuant afin de mieux orienter les politiques de redistribution.
Pertinence politique	L'étude microéconomique des inégalités est assimilable à l'évaluation des politiques publiques de redistribution par la fiscalité et par les dépenses publiques bien que ces politiques ne soient pas les seuls facteurs déterminants des inégalités. Par ailleurs, le profil des inégalités peut aider à trouver les politiques incitant "les individus à améliorer leur situation par le travail, l'innovation ou l'acquisition de nouvelles compétences". La réduction des inégalités qui pourrait être en soi un objectif socialement désirable, dépendant de l'aversion pour les inégalités et l'exclusion, nécessite de faire au préalable un état des lieux avant toute politique volontariste de redistribution.
Revue de la littérature	✓ Thomas Piketty (2015): L'économie des inégalités, La découverte, Collection Repères, février ✓ BIT (2005): Pauvreté, inégalité et marché du travail dans l'Union des Comores – Eléments d'analyse fondés sur l'enquête intégrale auprès des ménages de 2004 ✓ Yves Flückiger, Ramses Abul Naga (2005): Evaluation de différentes mesures de l'inégalité, Observatoire universitaire de l'emploi, Laboratoire d'économie appliquée, OFS
Méthodologie	Outils statistique d'analyse de distribution Indices d'entropie et Atkinson-Kolm-Sen
Données utilisées	✓ Données du module emploi des enquêtes EMOP
Principaux résultats	✓ Le district de Bamako est la seule région à avoir une part de revenu supérieure à sa part de population, la région de Mopti gagnant autant que sa part de population et les autres régions moins que leur part de population ✓ Les inégalités sont plus importantes pour le revenu de patrimoine et le revenu de transferts comparativement au revenu d'activités qui reste la principale composante du revenu total ✓ La quasi-totalité des inégalités (98%) de revenus est à chercher à l'intérieur de chaque strate (Bamako, autre urbain, rural) et non entre les strates (2%), entre les hommes et entre les femmes et non entre les hommes et les femmes. La situation change un peu avec les déciles de revenus où on observe 85% d'inégalités intra-décile et 15% d'inégalité inter-décile.
Recommandations	✓ Les niveaux d'inégalités observées semblent très élevés mais encore plus dans le revenu d'activités. Les politiques de réduction des inégalités ou même de la pauvreté devraient intégrer ces résultats pour s'appuyer davantage sur le revenu d'activités et ses composantes. Il reste à trouver les mécanismes adéquats pour toucher ces indépendants qui sont majoritairement dans les bas revenus et dans le secteur informel. ✓ Les résultats légitiment quelque peu la politique de régionalisation avec laquelle chaque région pourra se consacrer à la réduction des inégalités et de la pauvreté en son sein au lieu de tenter une hypothétique élimination des écarts entre régions qui ne réduirait l'inégalité totale que de 2%, dans le meilleur des cas.

1.4. Gouvernance et démocratie

La gouvernance et la démocratie semblent essentielles dans la réflexion stratégique sur le choix des options de développement d'un pays comme le Mali. Dans ce sens, les enquêtes Afrobaromètre sont une source incommensurable d'informations pouvant aider les pouvoirs publics à décider de la marche à suivre du pays en se basant sur les opinions des masses populaires.

☞ Comment mesurer le niveau de démocratie au Mali et en Afrique



Un nombre croissant de recherches sur les attitudes populaire envers la démocratie se heurte encore à des questions non résolues concernant la validité et la fiabilité du concept central insaisissable de "démocratie". Alors que les enquêtes reposent souvent sur les autoévaluations subjectives pour évaluer le niveau de démocratie atteint par un pays, diverses compréhensions populaires du terme multidimensionnel et normatif "démocratie" rendent problématique toute comparaison entre les répondants, les pays voire les continents prenant part à ces enquêtes. On sait que des comparaisons entre pays uniquement sur la base des

autoévaluations subjectives peuvent conduire à des résultats erronés car "les répondants parce qu'ils ont des attentes ou des normes éloignées, pourraient utiliser différemment les échelles de réponse, par exemple pour déclarer une même satisfaction latente" (Godefroy, 2011).

Le croisement des autoévaluations subjectives et des vignettes indique que sept africains sur 10 (huit maliens sur 10) situent le niveau de la démocratie dans leurs pays respectifs au-dessus de celui d'un régime autoritaire, caractérisé par la peur de s'exprimer sur les questions politiques ou de voter pour des partis d'opposition. Par contre, ils sont cinq sur 10 à estimer que le niveau de démocratie dans leurs pays est bien en deçà de celui d'une démocratie libérale véritable, caractérisée par la liberté d'expression et de vote avec des élections qui conduisent des fois au changement de parti au pouvoir. Ces résultats empiriques valident apparemment "la réalisation partielle des libertés civiles, la résilience des partis dominants, et la rareté relative de changement de leadership en régime électoral multipartite de l'Afrique" (Bratton, 2010).

Problématique	Ce papier traite de la problématique de la mesure du niveau de démocratie dans les pays couverts par les enquêtes du Round 4 d'Afrobaromètre (enquêtes menées de mars 2008 à février 2009). La réponse à cette problématique consiste ici à comparer les résultats de l'autoévaluation subjective du niveau de démocratie atteint dans chaque pays selon les sondés de l'enquête Afrobaromètre avec des évaluations subjectives sur des pays décrits de façon imaginaire à l'aide de vignettes, le but étant de replacer l'appréciation subjective dans un cadre plus large de compréhension de la mesure de la démocratie dans un pays. La comparaison est faite au niveau global de l'Afrique ainsi que par opposition entre les résultats du Mali comparativement à ceux du reste des autres Etats africains.
Pertinence politique	Une des voies que les chercheurs ont emprunté pour essayer de résoudre le manque de compréhension universelle est l'"ancrage" des autoévaluations de la démocratie avec un ensemble de vignettes décrivant les conditions politiques de pays fictifs.
Revue de la littérature	✓ Bratton, M. (2010). Anchoring the "d-word" in Africa. <i>Journal of Democracy</i>, 21(4), 106-113. ✓ Clark, A. E., & Vicard, A. (2007). Conditions de collecte et santé subjective: Analyse sur données européennes. PSE Working Papers No. 2007-10, HAL halshs-00588308. ✓ Godefroy, P. (2011). Satisfaction dans la vie: Les personnes se donnent 7 sur 10 en moyenne. INSEE, France portrait social. Disponible à http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/stiglitz/VE4FPS11.pdf. ✓ ArieKapteyn, James P. Smith, Arthur van Soest, Hanna Voňková (2011), Anchoring vignettes and response consistency, RAND labor and population Working paper WR-840, February ✓ King, G., Murray, C. J. L., Salomon, J. A., & Tandon, A. (2004). Enhancing the validity and cross-cultural comparability of measurement in survey research. <i>American Political Science Review</i>, 98(1), 191-207
Méthodologie	La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau régional. Les données recueillies sont saisies sur CPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre, notamment le Rounds 4
Principaux résultats	✓ Les Africains semblent subjectivement partagés à part égale entre la pleine démocratie (31%), la démocratie avec des problèmes mineurs (34%), et la démocratie avec des problèmes majeurs voire l'absence totale de démocratie (35%). ✓ Corrigées de l'effet DIF, les autoévaluations des Maliens s'écartent significativement de celles des autres Africains. Dans un premier temps, ils sont 1/4 à estimer que leur pays n'est pas une démocratie contre 1/3 pour les autres Africains. Dans un second temps, ils ne sont finalement pas plus nombreux proportionnellement que les autres à vivre dans une pleine démocratie contrairement à leur déclaration subjective. ✓ Toujours corrigé de l'effet DIF, le niveau de démocratie dans les pays francophones semble inférieur à celui des pays anglophones ou lusophones. De même, les pays à revenu moyen supérieur apparaissent nettement plus démocratiques que ceux à revenu moyen inférieur ou à faible revenu. Aussi, les pays à faible IDH sont-ils moins démocratiques que ceux à IDH moyen. ✓ Aussi bien dans les autoévaluations que pour ce qui concerne les vignettes, le niveau de démocratie est différemment perçu selon le milieu de résidence, le niveau d'éducation, le niveau de revenu ou de patrimoine, ou encore selon que son pays est classé à faible IDH ou non.
Recommandations	✓ De façon plus générale, cet exercice montre la valeur de la méthode "d'ancrage" pour une meilleure appréciation des niveaux de démocratie et pour une comparaison plus fiable entre pays et régions de pays. Il ne faut donc pas simplement comparer les pays sur la base des seules autoévaluations subjectives du niveau de démocratie mais aussi par comparaison à des estimations sur des pays fictifs décrits de façon univoque par des vignettes facilement compréhensibles des personnes sondées. Les résultats obtenus corroborent toute la pertinence de procéder ainsi comme cela se démontre dans les études sur la santé et sur l'analyse de la pauvreté et des inégalités.

☞ Une métrique de la gouvernance en Afrique



Depuis quelques années, les institutions internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international ont élaboré des indices pour mesurer la gouvernance. En effet, la gouvernance peut être définie comme la "manière dont s'exerce l'autorité politique, économique et administrative dans la gestion des affaires dans un pays" (Boutaleb, 2002) ou un processus par lequel une société se pilote et se dirige. Dans ce sens, les indicateurs de gouvernance sont essentiels dans la réflexion stratégique sur le choix des options de développement de pays. Pour ce

faire, l'on procède à la construction d'indices qui sont des opinions et non des données matérielles. Ces indices reposent soit sur des avis d'experts soit sur des enquêtes auprès des ménages. Pour le cas présent, il est utilisé les résultats des enquêtes Afrobaromètre Round 6 pour construire ces indices censés évaluer la gouvernance à partir de l'avis que les citoyens se font des institutions publiques. Nous avons procédé à l'identification des variables de gouvernance, respectivement en offre et en demande, à la dichotomisation de ces variables et enfin à la construction d'un indice composite de gouvernance. Le rapport est structuré en trois sections traitant respectivement de la demande de gouvernance, de l'offre de gouvernance et de l'équilibre. L'analyse des données se fait par pays et selon certaines caractéristiques sociodémographiques pertinentes comme l'âge, le sexe ou le milieu de résidence ainsi que des regroupements de pays par revenu, IDH, langue et autres.

Problématique	Le présent rapport traite des questions portant sur la gouvernance en Afrique. Pour ce faire, nous avons construit des indices pour la demande et l'offre de gouvernance dans les pays africains du réseau Afrobaromètre sur la base des données des enquêtes du Round 6 (2014-2015). De façon spécifique, il a été construit des indices relatifs à la citoyenneté, à la redevabilité, à la séparation des pouvoirs, en ce qui concerne la demande de gouvernance, à la confiance aux institutions, à l'efficacité des pouvoirs publics, à la sécurité, à l'absence de corruption et à la justice pour ce qui est de l'offre. Enfin, ces indices ont été mis en balance pour mesurer l'équilibre sur le marché de la gouvernance.
Pertinence politique	En offrant une synthèse des perceptions populaires sur les questions abordées, cette étude pourrait constituer un des repères pour la prise en compte d'une bonne gouvernance en Afrique.
Revue de la littérature	✓ T.K Biya (1998) : Quelle démocratie pour l'Afrique, réflexions sur ses possibilités et ses caractéristiques ✓ Babacar Guèye (2009) : La démocratie en Afrique, succès et résistances, pouvoirs N°129, avril, la démocratie en Afrique p5-26 ✓ Afrobarometer () : Mesurer la démocratie
Méthodologie	La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau régional. Les données recueillies sont saisies sur CPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre, notamment le Round 6.

Principaux résultats	✓ En moyenne, l'Afrique est sensiblement plus caractérisée, aux yeux des populations, par un déficit de bonne gouvernance qu'autre chose, 26 pays en déficit sur les 36 de l'échantillon contre 9 en excédent, le seul Maroc en équilibre. Le déficit est perçu par plus de 4 citoyens sur 5 au Liberia et au Gabon ✓ La moyenne de demande de bonne gouvernance est notée 6 sur 10, avec 24 pays au-dessus de cette moyenne et seulement 4 pays n'ayant pas la moyenne de 5 sur 10 (Mozambique, Swaziland, Soudan et Egypte). A l'opposé, l'offre moyenne dépasse à peine 5 sur 10 avec davantage de pays au-dessous (19) qu'au-dessus (17), six pays se situant même sous les 5 sur 10 de moyenne nationale. Le Niger par contre dépasse la note de 7 sur 10 avec 3 autres pays qui s'en approchent (Namibie, Ile Maurice et Botswana) ✓ Les indices individuels de gouvernance se situent en moyenne autour de 6 sur 10 avec davantage de pays au-dessus de la moyenne que de pays au-dessous (19 contre 17) pour la citoyenneté et l'inverse pour la redevabilité (17 contre 19) avec la parité parfaite pour la séparation des pouvoirs et dont les notes sont comprises entre 5 (Algérie) et 8 (Gabon) ✓ L'indice moyen de confiance aux institutions reste inférieur à la moyenne de 5 sur 10 avec 19 pays qui s'en écartent encore davantage significativement et seulement 11 qui s'en approchent tout aussi significativement ✓ L'efficacité des pouvoirs publics à satisfaire les préoccupations des populations africaines est notée en moyenne 4 sur 10, allant, selon les pays, de 1 sur 10 à un peu plus de 5 sur 10, pour seulement 4 pays dans ce cas de la moyenne de 5 sur 10 et plus (Ile Maurice, Niger, Namibie et Botswana) ✓ En matière de sécurité, la note moyenne de 7 sur 10 indique que l'Afrique en fait assez dans ce domaine avec 21 pays au-dessus de cette moyenne et encore l'Ile Maurice qui se distingue nettement par une note de 9 sur 10 alors que le Liberia fait à peine 5 sur 10 ✓ Le continent semble en faire autant que la sécurité dans l'absence de corruption ou de non paiement de pots de vin surtout que 20 des 36 pays enregistrent des notes de 7 sur 10 et plus dont 8 avec plus de 8 sur 10, même le plus mauvais élève (Liberia) se situe légèrement au-dessus de 5 sur 10 pour cette dimension de l'offre de gouvernance ✓ L'indice de justice, mesuré ici par l'expérience des citoyens avec les tribunaux, est noté en moyenne, tous pays confondus, 8 sur 10, seulement 11 pays en faisant moins mais dont la plus petite note est supérieure à 6 sur 10 (toujours pour le Liberia).
Recommandations	Le déficit de bonne gouvernance en Afrique est davantage creusé par les urbains, les hommes et les jeunes de 35 ans au plus. Aussi, augmente-t-il avec le niveau d'éducation en même temps qu'il reste plus important dans les pays francophones et à la CEDEAO.

1.5. Equilibre

Que ce soit l'équilibre tout court ou que ce soit le Cadre budgétaire à moyen terme, les théoriciens et les praticiens sont à la recherche de la stabilité ou du moins d'un état optimal entre différents états ou agents. Il est à noter que les théories économiques mettent l'équilibre au centre de leur recherche pour plusieurs raisons dont l'impossibilité de caractériser les situations de déséquilibre, la notion de permanence de l'équilibre, etc.

☞ Que sait-on de l'équilibre?



Pour en savoir davantage ou juste un peu sur quelque chose, encore faut-il l'étudier, généralement faire de la recherche. Evidemment la recherche en soi ne garantit pas que vous allez trouver la vérité mais au moins vous pouvez espérer à force de chercher et de chercher encore atteindre la vérité. En procédant de la sorte avec le concept ou la notion d'équilibre, vous pouvez espérer en arriver à une meilleure compréhension. Beaucoup de réalités peuvent s'analyser en terme d'équilibre ou de tendance à l'équilibre. La physique étudie le comportement d'équilibre des grands systèmes. En économie, l'équilibre a fait et continue de faire l'objet d'une attention particulière tant au plan théorique que dans ses applications

Il existe plusieurs modèles d'équilibre comme en mécanique, en thermodynamique, en chimie, en biologie, en économétrie, etc. Dans la plupart des cas, il s'agit de la tendance de l'organisme à rétablir l'équilibre du milieu intérieur lorsque ce dernier a été rompu ou de l'aptitude d'un corps à résister aux pressions et à reprendre sa structure initiale ou encore la capacité à vivre, à réussir, à se développer en dépit de l'adversité.

Dans le domaine des sciences sociales, l'équilibre est souvent défini comme étant ce mécanisme de fluctuation autour d'un état sous forme d'attraction "censée corriger les excès, les perturbations et les anomalies survenues au cours du temps, et les ramener spontanément vers le milieu, la voie la plus proche de la moyenne mathématique, de l'optimum socioéconomique et de la stabilité sociopolitique" (Choueiri, 2013). En sciences de la nature, l'équilibre est atteint quand s'accomplit la succession des différents états faunistiques et floristiques d'un écosystème autonome. Ainsi, le réchauffement climatique serait une rupture d'équilibre, dont on cherchera à savoir lequel?

Dans ses applications, l'équilibre a été étudié dans tous les domaines des sciences et techniques. Aussi, parle-t-on de l'équilibre thermique, mécanique, chimique, biologique, etc. Les économistes ont élaboré l'équilibre des marchés ou égalité mathématique entre offre et demande des biens et services. A cela s'est ajouté l'équilibre dit de Nash ou équilibre non-coopératif. Le 20^{ème} siècle a aussi été marqué par l'équilibre de la terreur ou celui de l'arme nucléaire entre les deux blocs de l'époque de la guerre froide, USA et URSS. Il s'agit là d'un équilibre dont on chercherait plutôt à en sortir qu'à vouloir le stabiliser. Dans ce sens, des accords ont été signés non seulement pour délimiter la construction d'armes mais aussi interdire le développement des systèmes antimissile jusqu'au contrat d'accalmie militaire (1979) entre les deux blocs.

Problématique	La notion d'équilibre existerait dans tous les domaines de la science en allant de l'économie à l'espace en passant par le social, la politique et l'environnement. Pour les économistes, l'équilibre serait la situation de référence de toutes les théories, des néo-classiques aux post-keynésiens, puisqu'associé à une certaine idée d'harmonie, de compatibilité entre les décisions prises par les acteurs économiques, en interaction les uns avec les autres.
Pertinence politique	Les matrices servent à la prévision, la gestion des crises et à la planification économique pour devenir un pilier de la comptabilité nationale, de la prévision économique et de l'étude de l'interdépendance entre activités économiques et système écologique. En fait, l'équilibre ou les outils de recherche de l'équilibre permettent de résoudre des problèmes d'existence, d'unicité et de stabilité.
Revue de la littérature	✓ Amanar Akhabbar, Jérôme Lallement (), Appliquer la théorie économique de l'équilibre général – Economie appliquée et politique économique de Walras à Leontief, GRESE, Paris ✓ Pascal Bridel (2010), Le rôle de la mesure dans la construction de l'objet théorique et comment l'objet théorique devient ... mesure, Revue européenne des sciences sociales, pp. 143-152, 1 juillet ✓ Raja Choueiri (2013), L'équilibre n'est pas de ce monde, août ✓ Annie L. Cot, Jérôme Lallement (2006), Eléments pour une histoire de l'équilibre général, de Walras à Arrow-Debreu, Economies et sociétés, série PE n°38, p.17.5-1752, décembre ✓ Christopher Grigoriou (2008), La théorie de l'équilibre général en dynamique – Le monde à la Arrow-Debreu ✓ Bernard Guerrien (1992), Où en est le programme de recherche néoclassique, L'Actualité économique, vol.68, n°4, p.564-586 ✓ Nicolas Lambert (2014), Théorie des jeux – Compétition vs coopération, mai ✓ Lucie Ménager, Olivier Tercieux (2006): Fondements épistémiques de concepts d'équilibre en théorie des jeux, Revue d'économie industrielle n°114 et 115, 2^{ème} et 3^{ème} trimestres ✓ Stéphane Méria (2007): En deux mots, qu'est-ce que la théorie de l'équilibre général (TEG)? ✓ Jérôme Métellus (2009), Le faux est un moment du vrai – La philosophie dialectique de George Hegel, 3 décembre ✓ La rédaction (2014), La logique formelle et la dialectique, septembre ✓ Fritz Machlup Rothbard (1963), Equilibre et déséquilibre – Réalité hors de propos et politique déguisée, Essays in Economic Semantics, Prentice Hall
Méthodologie	✓ Revue documentaire ✓ Rédaction de rapport
Données utilisées	✓ Articles scientifiques ✓ Rapports d'études
Principaux résultats	✓ Existence de multitudes de types d'équilibre dans tous les domaines de la science ✓ Modélisation de l'économie ✓ Planification et choix de scénarios optimum
Recommandations	✓ Outil puissant de modélisation et de prévision ✓ Réponses aux besoins chiffrés des économistes

☞ Rapport d'étude pour l'amélioration de la performance du modèle de prévision du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT)



Le Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) est défini comme un instrument de programmation triennal glissant permettant de placer la gestion budgétaire dans une perspective pluriannuelle en vue de renforcer la pérennité des politiques publiques et l'efficacité de l'allocation intersectorielle des ressources mais aussi d'améliorer la performance opérationnelle des services publics.

De plus, le CBMT permet de définir un cadre de ressources cohérent et réaliste mais aussi de répartir des ressources conformément aux objectifs et priorités stratégiques du pays. Il est également utilisé pour déterminer des objectifs budgétaires pluriannuels en matière de dépenses.

En fait, le CBMT constitue un instrument triennal glissant qui s'appuie sur un cadrage macroéconomique de moyen terme et sur les priorités de développement. Cette allocation pluriannuelle de ressources doit permettre aux différents ministères d'élaborer leur budget programme à partir d'une meilleure connaissance des plafonds de dépenses autorisées.

Les innovations à la gestion et à la budgétisation mettent l'accent sur les résultats. La réforme budgétaire conçue dans le cadre du Programme d'action gouvernemental pour l'amélioration et la modernisation de la gestion des finances publiques (PAGAM/GFP) et autres réformes vise à intégrer en amont une planification stratégique et en aval une évaluation des politiques, cela depuis 1998 par l'adoption de la démarche du budget-programme et sa mise en œuvre dans tous les départements ministériels. Cela a suivi une approche participative par l'organisation d'un atelier national d'évaluation du processus budgétaire, l'établissement des budgets-programmes standards et la revue des programmes dans chaque département.

L'exercice d'amélioration de la performance de la prévision consiste à transformer le cadre de gestion budgétaire afin de développer une approche budgétaire orientée vers la performance et renforcer le lien entre le budget et les objectifs de politique publique. Dans le cadre de la transposition du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA dans sa législation nationale, la Direction générale du budget (DGB) a fait recours au Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) pour renforcer son document de cadrage budgétaire afin de tenir compte des nouvelles contraintes que sont l'adoption du Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) en Conseil des ministres et sa soumission au débat parlementaire.

Problématique	Il s'agit ici de faire des hypothèses d'évolution, des projections de recettes, de dépenses, les soldes budgétaires et leur financement, les prévisions budgétaires, la répartition sectorielle du budget et quelques indicateurs clés
Pertinence politique	De façon spécifique il s'agit d'appuyer la Direction générale du budget en vue d'améliorer son modèle de cadrage budgétaire par le développement de modules plus performants
Revue de la littérature	✓ Ministère de l'économie et des finances (2017), Document de programmation pluriannuelle des dépenses et projet annuel de performance 2017-2019, ✓ République du Mali (2015), Appui à l'institutionnalisation des outils économiques pour une meilleure allocation des ressources budgétaires en faveur d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles pour l'économie, septembre ✓ Moncef Guen (), Il faut un cadre de dépenses à moyen terme pour relancer l'économie, http://www.leaders.com.tn/article/9502 ✓ République du Burundi, Banque mondiale (2010), Mise en place des Cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) au BURUNDI – Rapport général sur la conduite du processus en 2009, janvier ✓ CEMAC (2013), Mise en place du Modèle de cadrage macroéconomique de la CEMAC, Atelier régional de validation du Modèle de cadrage macroéconomique de la CEMAC, Yaoundé, 21-24 octobre ✓ Jean-David Naudet (2012), Les réformes de l'aide au développement, AFD Document de travail n° 119, février ✓ Gervasio Semedo (2007), L'évolution des dépenses publiques en France : Loi de Wagner, cycle électoral et contrainte européenne de subsidiarité, L'Actualité économique, vol. 83, n° 2, 2007, p. 123-162 ✓ Hajaniaina Razafimaharo (2005), Abrégée d'analyse des budgets à Madagascar, Gouvernance et politiques publiques pour un développement humain durable, Programme PNUD MAG/97/007 – DAP1, février ✓ FMI (2001), Code révisé de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques, 28 février ✓ Marc Raffinot, Boris Samuel (2006), Les cadres de dépenses à moyen terme – Un instrument utile pour les pays à faible revenu ? STATECO n°100
Méthodologie	✓ Elaboration du module de projection des recettes sur la base de paramètres pertinents ✓ Elaboration du module de projection des dépenses incluant les critères de répartition des allocations par secteur ✓ Elaboration d'un manuel d'utilisation du modèle
Données utilisées	✓ TOFE ✓ Données du budget ✓ Boost ✓ Données agricoles et de commerce extérieur
Principaux résultats	✓ Un module de prévision des recettes sur la base des paramètres économiques très pertinents ✓ Un module de prévision et d'allocation des dépenses selon les objectifs des politiques publiques ✓ Un manuel d'utilisation du modèle ✓ La formation des utilisateurs du modèle
Recommandations	✓ Le CBMT doit s'appuyer sur des réflexions stratégiques et les analyses des coûts futurs des projets d'investissement, à inscrire dans la loi des finances de l'année ✓ Le CBMT doit pouvoir répondre mieux aux exigences liées à la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté ✓ La mise en place d'un CBMT requiert de se baser sur un cadrage macroéconomique et un TOFE solides ✓ La validation du cadrage budgétaire par le CPM ✓ L'harmonisation du cadrage budgétaire et macroéconomique puisque le premier utilise les données du second.

1.6. Santé

DIU et service SAA



Au Mali, le taux de prévalence contraceptive reste un des plus faibles au monde et connaît une assez faible progression malgré les efforts des pouvoirs publics et des divers intervenants internationaux dans le pays. Comme lié au faible accès aux méthodes contraceptives modernes, l'indice synthétique de fécondité est très élevé, 6.1 enfants par femme en âge de procréer en 2012. Dans le même temps, le taux de mortalité maternelle reste tout aussi élevé, 368 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2012, ce malgré les efforts de lutte en la matière.

Dans le cadre de la phase 3 de son Projet santé des femmes (PSF), PSI/Mali (ONG internationale spécialisée dans le marketing social des produits et services de santé), en collaboration avec le Ministère malien de la santé et de l'hygiène publique, ambitionne de réduire la mortalité maternelle et d'accroître la prévalence contraceptive au Mali, y compris en ce qui concerne l'accès aux dispositifs intra-utérins (DIU) dont le taux atteint à peine aujourd'hui 1% des femmes en âge de procréer. A cet effet, PSI/Mali intervient, depuis 2009, dans les structures sanitaires publiques et communautaires des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Bamako, à travers l'augmentation de l'offre de services de DIU et de soins après avortement (SAA). De même, depuis

2011, PSI/Mali appuie le Ministère de la santé et de l'hygiène publique dans l'utilisation du Misoprostol dans les SAA à travers la formation et la distribution au détail de cette prescription. Aussi, PSI/Mali appuie-t-il ses deux partenaires, MSI et Laborex, à travers des activités de formation des prestataires et des pharmaciens par rapport à la prescription et la distribution correcte du produit. L'ONG appuie aussi des formateurs nationaux dans la formation des prestataires des secteurs public et privé et crée, si nécessaire, des liens de collaboration pour les services de référence.

L'objectif global de la présente étude est de recueillir des informations sur l'offre de services du DIU et de SAA dans les structures sanitaires publiques et communautaires au Mali, précisément dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et dans le district de Bamako. Plus spécifiquement, l'étude consiste en deux évaluations, à savoir celle des niveaux de disponibilité du DIU et des services de SAA dans les structures sanitaires publiques et communautaires, et celle du niveau de formation des prestataires de ces services de planification familiale dans lesdites structures.

Problématique	Suite aux interventions multiformes de PSI/Mali et de ses partenaires pour la promotion de la planification familiale et de la santé maternelle au Mali à travers l'augmentation de la disponibilité du DIU et des services de soins après avortement dans les structures sanitaires publiques et communautaires, dans le but ultime de réduire la mortalité maternelle et infantile, PSI/Mali ne disposait pas de données lui permettant de connaître l'évolution et le niveau des indicateurs mesurant la disponibilité et la qualité des services DIU et SAA ainsi que le niveau de formation des prestataires. Pour combler ce vide et ainsi mieux orienter les interventions de PSI/Mali et de ses partenaires, une étude quantitative a été conduite auprès d'un échantillon de près de 750 structures sanitaires (hôpitaux, CSREF et CSCOM) dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti ainsi que dans le district de Bamako.
Pertinence politique	Les résultats de l'étude permettent de connaître les forces et les faiblesses des interventions afin d'en capitaliser sur les plus efficaces. PSI/Mali pourrait alors mieux orienter ses activités, utiliser au mieux ses ressources et ainsi optimiser ses résultats.
Revue de la littérature	Document de projet Santé des femmes (PSF), phase 3
Méthodologie	L'étude a consisté en une enquête sur le terrain auprès des structures sanitaires publiques et communautaires (hôpitaux, centres de santé de référence et centres de santé communautaires) des districts sanitaires des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Bamako. L'enquête s'est déroulée du 20 au 31 décembre 2015 auprès d'un échantillon de 743 structures sanitaires publiques et communautaires (échantillon fourni par PSI/Mali). Les données de terrain ont été double-saisies sur CsPro puis transférées sur SPSS pour traitement et analyse.
Données utilisées	✓ Données d'enquêtes ✓ Données administratives du secteur santé
Principaux résultats	✓ La quasi-totalité (99%) des structures sanitaires publiques et communautaires offrent des services de planification familiale. Mais, moins du quart (23%) d'entre elles disposent de salle spécifique de soins de planning familial. Un quart (26%) des prestataires est formé en DIU et un cinquième (19%) en services SAA ✓ Environ deux prestataires sur cinq (39%) ont inséré au moins une fois un DIU. Ils sont de l'autre côté un peu plus de deux cinquièmes (44%) à avoir déjà retiré un DIU ✓ Le taux de l'administration du Misoprostol avoisine les deux tiers (64%) des CSCOM avec quatre cinquièmes à Ségou contre 37% à Mopti et 49% à Sikasso ✓ De tous les médicaments de soins après avortement, le Misoprostol serait le moins disponible avec toutefois près de la moitié (49%) des structures qui en disposent
Recommandations	Avec trois cinquièmes des CSCOM qui n'ont aucun prestataire formé en DIU, il y a un défi important de formation des prestataires. Il devrait être possible d'élargir la formation aux infirmiers de santé et aux infirmières obstétriciennes qui affichent jusqu'ici les plus faibles taux de formation de toutes les catégories socioprofessionnelles. En matière de prévention des infections, des efforts peuvent être faits pour accroître la dotation en équipements de stérilisation (surtout à Mopti et Kayes) et de désinfection de haut niveau (particulièrement à Bamako).

1.7. Offres diverses d'études et de recherche

- ☞ Des enquêtes, des discussions en focus groupes, des interviews et observations au Mali, au compte de MSI

Partenaire	Management System International (MSI)
Contexte	MSI met en œuvre l'activité de la Plate-forme de suivi et d'évaluation du rendement sous contrat avec l'Agence américaine pour le développement international (USAID). L'objectif de la plate-forme est de soutenir les besoins d'information de gestion de l'USAID/Mali, faciliter le programme des décisions de gestion et façonner l'orientation stratégique à long terme et la prise de décision. Dans le cadre du travail, MSI voulait concevoir et mener des évaluations de performance, des évaluations, des études spéciales et des enquêtes qui aideront à concevoir des activités individuelles et/ou des projets plus vastes.
Questions de recherche	MSI est un cabinet de développement basé à Washington, créé en 1981, avec une vaste expérience dans la mise en œuvre et l'évaluation de projets de développement international dans un large éventail de secteurs, y compris la démocratie et la gouvernance, l'éducation, la santé, la gestion des ressources naturelles, l'économie du développement, la politique publique et la gestion du secteur public. En outre, MSI est internationalement reconnue pour son expertise dans la gestion axée sur les résultats, y compris la planification stratégique et la surveillance et le reporting des performances des programmes, le suivi et l'évaluation, le développement institutionnel et la formation
Méthodologie	✓ Enquêtes quantitatives personnelles ✓ Groupes de discussion ✓ Visites du site (suivi des activités) ✓ Entrevues avec des informateurs clés
Résultats attendus	Les entreprises sélectionnées sont responsables des types de produits livrables qui seront au regard de tâches individuelles comme: ✓ Un ensemble de données et un dictionnaire de données entièrement documentés pour chaque outil de collecte de données, dans un fichier exportable à STATA, SPSS ou équivalent approuvé ✓ Des copies, rigides et/ou souples, de tous les outils de collecte de données complets ✓ Un rapport final détaillé expliquant l'approche, la méthodologie, les détails de la mise en œuvre et les leçons apprises ✓ Des rapports d'étape hebdomadaires et des séances d'information périodiques

- ☞ Réseaux des élites en Afrique

Partenaire	Universität Konstanz (Allemagne)
Contexte	En vue de comprendre les défis du processus de démocratisation en Afrique depuis le début des années 1990, on a besoin d'une meilleure compréhension de qui sont les acteurs dudit processus et comment ils interagissent entre eux et avec leurs électeurs. Malheureusement, l'on manque d'évaluation empirique comparative des structures élitaires et surtout des relations entre élites et population sous différents régimes politiques en Afrique. Ce n'est que tout récemment que des études comparatives ont pu être menées au Ghana (2014) et au Togo (2015). L'étude de cas du Mali entend rejoindre ces deux précédents exemples pour une meilleure compréhension du poids et du rôle des élites dans la démocratie et la stabilité politique en Afrique
Questions de recherche	Non seulement peu d'attention a été portée à la sociologie des élites en Afrique, en plus les études sur les Etats africains n'ont pas utilisé les concepts des études sur les élites, les deux soulevant des questions similaires sur les liens entre les types de régimes, la stabilité politique et les structures élitaires. De là deux questions de recherche ✓ quels sont les caractéristiques sociales et les traits de carrières des élites

	africaines ✓ quel est le lien entre les structures élitaires et la démocratie et/ou la stabilité politique
Méthodologie	La méthodologie empruntée est celle de l'analyse des réseaux sociaux qui s'appuie sur la mesure de la densité des réseaux, leur centralisation et l'extension à des sous-groupes dans des réseaux avec divers concepts et outils d'analyse. L'enquête par questionnaire fournit les données nécessaires à cette analyse. Les données collectées sont relatives à l'identification des répondants et aux interactions entre eux
Résultats attendus	L'enquête s'inscrit dans une étude qui entend combler le vide d'investigation du lien entre les structures élitaires et le niveau de démocratie et/ou la stabilité politique dans le pays. Aussi, vise-t-elle deux objectifs principaux, à savoir: ✓ le lien entre les structures élitaires et la démocratie ✓ le lien entre ces structures et la stabilité politique.

☞ Etude (CAP) sur les connaissances, attitudes et pratiques des populations des régions de Kayes et de Koulikoro sur les maladies tropicales négligées (MTN) et le paludisme

Partenaire	PSI/Mali
Contexte	Comme dans l'ensemble des pays en développement, les maladies tropicales négligées touchent principalement les populations les plus pauvres, qui vivent dans des zones rurales. Ces maladies, bien qu'entraînant une faible mortalité, ont des répercussions négatives sur la santé car elles entraînent une morbidité grave, une stigmatisation, une discrimination sociale et restent un obstacle de taille au développement socioéconomique
Questions de recherche	L'objectif global de cette étude est d'évaluer les connaissances, attitudes et pratiques concernant les 5 MTN (Bilharziose, Géo helminthiase, Filariose lymphatique, Trachome et Onchocercose) retenues et le paludisme en vue d'adapter les outils et stratégies de communication de PSI/Mali
Méthodologie	✓ Plan d'échantillonnage ✓ Echantillonnage sur le terrain ✓ Probabilité de tirage et pondération ✓ Enquête de terrain ✓ Outils de collecte
Résultats attendus	✓ Niveau d'information et de connaissance du public cible sur les 5 MTN et le paludisme ✓ Attitudes et pratiques des populations bénéficiaires favorisant la propagation des 5 MTN et le paludisme ✓ Barrières à l'accessibilité du public cible à l'information et au traitement des 5 MTN et le paludisme ✓ Sources, réseaux et moyens d'informations sur les MTN et le paludisme

☞ **Insécurité, instabilité et retour à la paix au Sahel – Enjeux et perspectives –**

Partenaire	UEMOA
Contexte	L'insécurité continue d'être préoccupante dans la bande sahélo-saharienne, notamment par la multiplication et la persistance des foyers de tension et des zones de conflits au Mali, au Niger, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Elle est caractérisée par la montée des conflits intra et intercommunautaires, les crises et les rébellions successives, la criminalité transfrontalière et le trafic de drogues, le terrorisme, la dissémination des armes et la montée en puissance des groupes terroristes et de l'intégrisme religieux, etc. Aussi, constitue-t-elle une menace sérieuse à la stabilité des Etats, à la paix et au développement socioéconomique des pays concernés.
Questions de recherche	Le but de l'étude est d'analyser les enjeux contribuant à une meilleure stabilisation dans la bande sahélo-saharienne et plus particulièrement dans chacun des trois pays ayant fait l'expérience d'instabilité politique voire de conflits armés (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali). Plus spécifiquement, il s'agira pour les équipes de recherche de: ✓ faire le point des causes et conséquences des grands épisodes récents d'instabilité, de crise et de conflits dans la zone d'étude ainsi que dans chacun des pays concernés ✓ scruter les germes résiduels d'insécurité menaçant la paix et la réconciliation nationale ✓ identifier les différents acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité et de la paix ✓ évaluer les niveaux et les tendances relatives aux perceptions des citoyens sur le fonctionnement de la démocratie et la qualité de la gouvernance ✓ croiser les résultats et les données pour une meilleure perspective sous-régionale ✓ proposer des stratégies de prévention et de gestion des nouvelles sources de déstabilisation ✓ formuler des propositions devant aboutir à une meilleure implication des acteurs dans la gouvernance démocratique de la sécurité
Méthodologie	La méthodologie générale est celle d'une étude prospective de long terme pour asseoir les bases d'une paix durable dans la zone d'étude, pour un développement durable de chacun des pays. Elle combine l'élaboration de vision et de stratégie de paix et de sécurité par l'analyse structurelle et la tenue d'ateliers prospectifs avec les principales parties prenantes des pouvoirs publics, des forces armées et de sécurité ainsi que de la société civile. Elle inclut l'analyse des jeux d'acteurs pour mesurer les rapports de force entre acteurs en étudiant leurs convergences et leurs divergences par rapport à des enjeux et objectifs de sécurité ou de stabilité du système
Résultats attendus	Il est attendu de cette étude comparative sur trois pays de la sous-région: ✓ la collecte, le traitement et la diffusion systématique des connaissances relatives aux causes, impacts, mécanismes de prévention, gestion et résolution des conflits ✓ le renforcement des capacités des chercheurs dans le domaine de la réforme des systèmes de sécurité, la sécurité humaine, la résolution des conflits, la stabilité des institutions et dans la connaissance des mécanismes africains de gestion de conflit et de maintien de la paix ✓ la planification d'ateliers avec les différents acteurs afin de réfléchir de façon prospective, sur leurs rôles et les questions relatives à la paix et la sécurité dans la sous-région ✓ la publication de résultats d'études au niveau global ainsi que des études de cas par pays concerné

2. Enquêtes



En 2016, GREAT a mené au total quatre enquêtes, dont deux sur l'agriculture en partenariat avec ISSER de l'Université Legon du Ghana (une sur l'évaluation de l'impact des services de rappels post-récolte et de fourniture des produits aux petits agriculteurs et l'autre sur une étude de base sur les ménages agricoles pour un certain nombre de cultures dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou), une sur l'étude de base sur les domaines d'activités dans le cadre de la mise en œuvre du PAFP

et analyse de la situation économiques des bénéficiaires du PAFP et enfin une sur les entreprises en partenariat avec World Economic Forum (Rapport sur la compétitivité globale des entreprises 2015-2016).



☞ L'étude de base sur les domaines d'activités dans le cadre de la mise en œuvre du PAFP et analyse de la situation économique des bénéficiaires du PAFP

Objet	Une étude destinée à établir une situation économique de référence faisant ressortir le revenu moyen mensuel généré par individu dans les différents domaines d'activités ou filières soutenues selon les zones d'intervention du programme et de la comparer avec les résultats atteints à mi-parcours par les personnes soutenues par le PAFP dans les mêmes domaines d'activités et/ou filières
Domaines d'investigation	✓ Caractéristiques sociodémographiques ✓ Données sociodémographiques ✓ Le répondant et son unité de production ou établissement ✓ Emploi et formation ✓ Production et charges ✓ Revenu et bien-être
Partenaire	Swisscontact
Durée	6 semaines
Période	15 février – 28 mars 2016
Echantillon	1302 hommes et femmes dans les régions de Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et Bamako
Principales activités	✓ Elaboration d'un questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Rédaction d'un manuel des enquêteurs ✓ Planification de la logistique pour les travaux de terrain ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement et traitement de la base de données

☞ Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité globale

Objet	Rapport sur la compétitivité globale des entreprises 2015-2016
Domaines d'investigation	✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies ✓ Infrastructures ✓ Innovation et technologie ✓ Environnement financier ✓ Commerce extérieur et investissement ✓ Concurrence sur le marché domestique ✓ Conduite des affaires et innovation ✓ Sécurité ✓ Gouvernance ✓ Education et capital humain ✓ Santé ✓ Voyage et tourisme ✓ Environnement ✓ Risque
Partenaire	World Economic Forum
Durée	3 mois
Période	février – avril 2016
Echantillon	98 entreprises dans les régions de Sikasso, Ségou et Bamako
Principales activités	✓ Correspondance aux entreprises ✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises ✓ Récupération des questionnaires remplis ✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum

☞ Impacts de la formation en gestion post-récolte sur les pertes post-récolte, sur la commercialisation et sur la participation au marché

Objet	Evaluation de l'impact de formation en gestion post-récolte sur les pertes post-récolte, sur la commercialisation et sur la participation au marché
Domaines d'investigation	✓ Sélection des ménages ✓ Information sur le ménage ✓ discussions en focus groupes ✓ discussions avec les leaders villageois ✓ discussions avec les leaders des collecteurs privés
Partenaire	ISSER
Durée	1 mois
Période	septembre 2016
Principales activités	✓ Adaptation du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Reproduction du questionnaire ✓ Rédaction du manuel des enquêteurs ✓ Planification de la logistique pour les travaux de terrain ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données ✓ Traitement et analyse de la base des données ✓ Rédaction du rapport

☞ Etude de base sur les ménages agricoles pour un certain nombre de cultures dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou

Objet	Evaluation du revenu et de la sécurité alimentaire des petits exploitants agricoles
Domaines d'investigation	✓ Sélection des ménages ✓ Information sur le ménage ✓ Information individuelle ✓ Education ✓ Production agricole ✓ Revenu et sources de revenu dans les 12 derniers mois ✓ Sécurité alimentaire ✓ Dépenses et conditions de vie
Partenaire	AGRA-ISSER
Durée	2 mois
Période	novembre– décembre 2016
Echantillon	3000 exploitants agricoles dans la région de Sikasso
Principales activités	✓ Adaptation du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Reproduction du questionnaire ✓ Rédaction du manuel des enquêteurs ✓ Planification de la logistique pour les travaux de terrain ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données ✓ Traitement et analyse de la base des données ✓ Rédaction du rapport ✓ Dissémination des résultats

3. Formation et renforcement des capacités



Durant l'exercice 2016, GREAT a mené des activités de formation et de renforcement de capacités de son personnel conformément à son programme d'activités et à son plan stratégique. Ces

activités concernent dans un premier temps les formations dispensées par GREAT au profit de ses partenaires et groupes cibles en élaboration de projets de recherche et rédaction de publications scientifiques et programmation sur Excel et SPSS (la partie SPSS a été reportée à 2017). Dans un second temps, le personnel et les collaborateurs de GREAT ont aussi reçu des formations, notamment en évaluation d'impact, en CAPI, en toilettage du modèle macroéconomique (MME) et en anglais, pour un renforcement de leurs capacités en vue de mener à bien leurs activités quotidiennes.

3.1. Ateliers de formation

☞ Séminaire de formation des enseignants-chercheurs à la rédaction scientifique

Thème	Elaboration de projets de recherche et rédaction de publications scientifiques
Modules de formation	✓ Introduction ✓ Résumé du projet de recherche ✓ Revue de la littérature ✓ Problématique et hypothèses de recherche ✓ Objectifs et résultats attendus ✓ Méthodologie, comprenant la théorie économique de base, les techniques de collecte de données, leur traitement et l'analyse de leurs résultats ✓ Calendrier des activités ✓ Personnel de recherche et établissement responsable contractuellement ✓ Elaboration et justification du budget ✓ Conclusions ✓ Références bibliographiques.
Lieu	Bamako
Période	13-17 décembre 2016
Durée	5 jours
Organisateur	USSGB
Formateurs	Pr. Massa Coulibaly
Supports	Module de formation sous forme de cahier du participant et PPT
Participants	30 enseignants-chercheurs
Certification	Sans objet

☞ Atelier de formation en Excel

Thème	Programmation sur EXCEL et SPSS
Modules de formation	✓ Gérer des feuilles de calcul Excel ✓ Modifier données, lignes et colonnes en Excel ✓ Créer des formules en Excel ✓ Fonctions Somme, Moyenne, Min, Max, Nb, NbVal(), Si() ✓ Recherche verticale ✓ Créer des graphiques ✓ Macros ✓ Tableaux croisés dynamiques ✓ Tests statistiques ✓ Analyse multivariée
Lieu	Bamako
Période	18 – 22 juillet 2016
Durée	5 jours
Organisateur	USSGB
Formateurs	Pr. Massa Coulibaly
Supports	Exercices sur EXCEL
Participants	44 enseignants-chercheurs
Certification	Sans objet

3.2. Renforcement de capacités

☞ Atelier régional de formation en évaluation d'impacts sur Stata

Thème	Formation en évaluation d'impact sur Stata
Modules de formation	✓ Recherche qualitative et analyse de données ✓ Approches qualitatives ✓ Conceptualisation de la réalité sociale ✓ Approche quantitative ✓ Dimensions de la recherche qualitative ✓ Mesure alternatives de validité et de fiabilité ✓ L'analyse de données dans la recherche qualitative ✓ La gestion de la base de données qualitatives ✓ Stratégie efficace de gestion du temps ✓ L'intégration du genre: des moyens pour une finalité ✓ Suivi et évaluation : théorie et pratiques
Lieu	Accra (Ghana)
Période	17 – 22 juillet 2016
Durée	6 jours
Organisateur	✓ ISSER
Formateurs	Trois formateurs de ISSER et deux de AGRA ✓ Dr. Robert ✓ Dr. Stephen ✓ Dr. Inusah Abdul-Nasiru, ✓ Dr. Josephine Dzahane-Quarshe (AGRA) ✓ Dr. David (AGRA)
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	21 participants dont 2 de GREAT (François et Boubacar)
Certification	Sans objet

- ☞ Assistance technique sur le toilettage du Modèle macroéconomique de la Direction nationale de la planification du développement (MME-DNPD) et le renforcement des capacités des membres du Comité de prévision et de modélisation (CPM)

Thème	Toilettage du Modèle MME-DNPD
Modules de formation	✓ Rétablir les équations initiales du modèle et les liens entre les modules en calculant systématiquement les coefficients ✓ Tester les spécifications économétriques (élasticités) dans le modèle et les remplacer le cas échéant par des formules plus robustes ✓ Appliquer le formatage des cellules pour distinguer les différents types de cellules (formules, données historiques, hypothèses) ✓ Proposer des tableaux analytiques conformes au SCN 93 pour les comptes nationaux, de la 6^{ème} édition du manuel de la Balance des paiements du FMI, et au MSFP 2001 pour le Tableau des opérations financières de l'Etat ✓ Identifier les besoins supplémentaires en renforcement de capacité du CPM, des cadres en charge des prévisions et de l'utilisation du Modèle MME-DNPD
Lieu	DNPD
Période	15 – 26 août 2016
Durée	10 jours
Organisateur	DNPD
Formateurs	M. Serges Jean Edi
Supports	Exercices sur EXCEL
Participants	30 partenaires dont 1 de GREAT
Certification	Sans objet

- ☞ Atelier de simulations sur la production minière

Thème	Simulation de chocs sur la production minière au Mali
Modules de formation	✓ Identifier les variables d'intérêts de choc macroéconomique sur la production minière particulièrement l'or ✓ Identifier les effets sur les secteurs: balance de paiement, finances publiques, comptes nationaux, situation monétaire ✓ Tirer les enseignements clés pour les chocs de simulation sur la production minière ainsi que les variations des prix
Lieu	DNPD
Période	13 – 15 janvier 2016
Durée	3 jours
Organisateur	DNPD
Participants	20 participants dont 1 de GREAT
Certification	Sans objet

Thème	Formation CAPI
Modules de formation	✓ Rappel CSPRO ✓ Présentation d'une application CAPI lors d'une enquête ✓ Application du contrôleur (Superviseur) ✓ Instructions de contrôle ✓ Création du dictionnaire dans CAPI ✓ Questions CAPI ✓ Comment concaténer les différents masques ✓ Transferts du programme sur la tablette
Lieu	Siège de GREAT, Bamako
Période	14 – 16 octobre 2016
Durée	3 jours
Organisateur	GREAT
Formateurs	M. Amadou Traoré
Participants	3 participants, tous de GREAT

4. Communication et information



En novembre 2016, GREAT a organisé
➤ la deuxième édition de ses Journées du savoir (Jds) regroupant des chercheurs venus d'Afrique, d'Amérique et

d'Europe pendant deux jours avec comme thème central "Equilibre économique, social et politique"

- trois Cafés avec respectivement comme thème "Les religions monothéistes", "La négociation syndicale" et "Les traditions négroafricaines".

Il a aussi participé à des conférences, à Bamako et ailleurs ainsi qu'à bien d'autres activités dont les réunions du Comité de prévision et de modélisation, du Comité exécutif du réseau Afrobaromètre et du réseau Think Tank UEMOA, etc.

En tant qu'évènement phare de l'année, les Jds ont débuté par deux discours, celui de bienvenue du Directeur exécutif du Groupe et celui d'ouverture du Chef de cabinet du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, représentant Madame la ministre, en présence du Directeur du Centre de veille stratégique de la Commission de l'UEMOA, du recteur de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, du représentant du Conseil économique et social de l'ambassade de Chine au Mali et de nombreux autres invités, décideurs, universitaires, étudiants et journalistes. Nous reproduisons ci-dessous les deux discours introductifs

Discours de Madame la Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du Mali

- ☞ Monsieur le Conseiller du Conseil économique et social de l'ambassade de Chine au Mali
- ☞ Monsieur le Directeur du Centre de veille stratégique de la Commission de l'UEMOA
- ☞ Monsieur le Recteur de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako
- ☞ Monsieur le Directeur général du CNRST
- ☞ Monsieur le Directeur exécutif de GREAT
- ☞ Mesdames et Messieurs, en vos rangs, qualités et grades,

Aujourd'hui au Mali et sans doute dans beaucoup d'autres parties du monde, nous sommes confrontés à un certain nombre de défis sécuritaire et de gouvernance, défis encore exacerbés par l'irruption dans la vie des nations de nouveaux phénomènes terroristes d'une rare violence. Manifestement, quelques équilibres ont dû être rompus pour nous soumettre à autant de contrariétés et d'épreuves dans la mission de

Discours de Monsieur le Directeur exécutif de GREAT

- ☞ Monsieur le Chef de cabinet représentant Madame la Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
- ☞ Monsieur le Conseiller du Conseil économique et social de l'ambassade de Chine au Mali
- ☞ Monsieur le Directeur du Centre de veille stratégique de la Commission de l'UEMOA
- ☞ Monsieur le Recteur de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako
- ☞ Monsieur le Directeur général du CNRST
- ☞ Mesdames et Messieurs, chers invités, en vos rangs, grades et qualités

GREAT a l'honneur d'organiser cette 2^{ème} édition des Journées du savoir sur le thème plus ou moins abstrait de l'équilibre, comme si plus c'était abstrait, plus c'était savant ou ce qui revient au même moins c'est abstrait

développement économique pour le bien de nos populations. C'est dire combien difficile sera l'œuvre d'émergence du pays, mais aussi combien exaltante elle sera. Il est déjà heureux que vos Journées portent sur cette question centrale de l'équilibre économique, social, environnemental et politique.

Mesdames et Messieurs

Je décline ici l'ambition et l'engagement du chef de l'Etat, son Excellence Ibrahim Boubacar Kéïta, pour la paix et l'émergence du Mali. Nous devons tous y travailler, à travers une recherche scientifique de qualité pour identifier les déterminants du développement socioéconomique et aider à la prise de décision dans ce sens. Telle sera la contribution de nos chercheurs, faire des connaissances scientifiques ou simplement du savoir, ce capital immatériel, un des axes majeurs de l'émergence du Mali, bref une force productrice sur laquelle les pouvoirs publics pourront davantage compter.

Mesdames et Messieurs

Cet espace est l'occasion pour moi de manifester mon intérêt ardent et de témoigner de l'engagement de mon département pour toutes les initiatives en faveur de la recherche pour l'émergence du Mali. Ces initiatives, fort heureusement, commencent à se multiplier avec les Universités, les instituts de recherche, la diaspora et aujourd'hui le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique. Tout cela contribue d'une certaine manière à l'éclairage de la prise de décision et à l'information objective des populations sur des questions d'intérêt national et au-delà. C'est aussi pour cette raison que je salue la tenue des présentes Journées

Mesdames et Messieurs, chers invités

Je remercie GREAT pour l'organisation de cette deuxième édition de ses Journées du savoir. Mes remerciements vont à tous ceux qui ont bien voulu l'accompagner: mon cabinet, celui du Ministère de l'Education nationale et le Rectorat de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB). Ils vont également aux participants à ces Journées, en particulier ceux qui par leurs communications et commentaires enrichissent les débats et élargissent le champ des connaissances. Je vous encourage, Monsieur le Recteur, à promouvoir le partenariat avec GREAT pour aider à décupler les capacités de recherche de l'Université et sa participation à la résolution des nombreux problèmes qui

plus c'est trivial. Fort heureusement, les communications retenues pour ces Journées en ont donné un contenu concret, pratique et socialement utile. Quel joli exercice entre:

- ✓ droit foncier et rendement agricole
- ✓ potentiel fiscal et effort fiscal
- ✓ endettement et croissance économique
- ✓ revenu et dépenses des ménages
- ✓ chocs alimentaires et dépenses publiques
- ✓ urgences humanitaires et gouvernance
- ✓ entre l'homme et son environnement
- ✓ acteurs politiques
- ✓ entre collectivités territoriales
- ✓ théories économiques du développement
- ✓ etc.

Mesdames et Messieurs,

GREAT est heureux de pouvoir mettre en synergie, à travers ces Journées, des chercheurs, des universitaires, des praticiens du développement et des décideurs, autour non pas des problèmes de sciences ou de société mais de la pensée. Pour accéder au rang de science, la pensée doit être formalisée, aussi l'économiste Stanley a pu écrire que pour être une science l'économie doit être mathématique. Mais, il y a une tendance chez les économistes et sans doute chez d'autres spécialistes des sciences sociales de noyer la théorie économique dans un formalisme mathématique à vous faire croire qu'il y a plus de problèmes de dérivation et de limites que de problèmes économiques réels touchant des agents réels.

Les discussions nous permettront d'en sortir et d'aboutir à des recommandations qui enrichiront nos connaissances. Bref, les débats fructueux qui vont suivre les présentations nous conduiront à l'équilibre comme les bourses clôturent tous les jours à l'équilibre.

Mesdames et Messieurs,

La présence de jeunes chercheurs des Universités du Mali et d'ailleurs augure d'un avenir certain à la recherche scientifique, un atout appréciable pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain. Notre échec ou notre succès dépend aussi de la réussite de ces jeunes sur le chantier tortueux de la connaissance dans le chaos des événements et la lourdeur des contingences.

Mesdames et Messieurs,

entravent le chemin de notre développement.

Mesdames et Messieurs,

J'invite GREAT à poursuivre ses efforts de production et de diffusion du savoir dans les domaines qui sont les siens, en liaison bien sûr avec des questions pertinentes de politique économique, des besoins réels d'aide à la décision. Comme vous le savez, tout gouvernement poursuit deux objectifs politiques majeurs:

- ✓ En premier lieu la gestion des affaires courantes et
- ✓ En second lieu la transformation de la société pour rendre la vie de nos concitoyens plus agréable et plus digne, comme aime à le dire le Président de la République, son Excellence Ibrahim Boubacar Kéïta.

Ce second objectif a encore plus besoin, pour se réaliser, de la contribution des chercheurs que je serais heureuse de mettre à la disposition de tous les départements ministériels.

Mesdames et Messieurs, chers invités

Pour terminer, je vous encourage à approfondir la réflexion sur le rétablissement des grands équilibres qui fondent la paix et la sécurité dans le monde, ces équilibres qui protègent l'environnement et sont porteurs de développement durable partout dans le monde. Je souhaite un grand succès à vos travaux. Sur ce, je déclare ouverte la deuxième édition des Journées du savoir de GREAT.

Je vous remercie.

Comme hier et probablement demain, plus le chemin sera lointain, plus le résultat obtenu sera appréciable. Depuis 2014, nous cherchons à organiser de telles Journées depuis la première édition de 2012. J'espère simplement que les résultats de cette 2^{ème} édition seront à la hauteur du long chemin parcouru et que l'engagement de vous tous, ici présents permettra d'en assurer une régularité raisonnable.

Mesdames et Messieurs,

Comme en 2012, les Journées du savoir de 2016 participent de la production du savoir au Mali, au bénéfice des décideurs, des enseignants-chercheurs et des communautés à la base. Elles se tiennent

- ✓ grâce à la bienveillance des plus hautes autorités du Mali
- ✓ grâce à l'accompagnement financier et bien plus du recteur de l'USSGB, Pr. Samba Diallo
- ✓ grâce à la générosité tout aussi financière et bien plus des ministres de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
- ✓ grâce au Comité scientifique d'appréciation et de sélection des communications
- ✓ grâce au travail pratique des organisateurs
- ✓ grâce à la plume de tous ceux qui interrogent les faits et éclairent la pensée.

Je vous remercie.

4.1. Séminaire et Conférences

☞ Les Journées du savoir (Jds)

Thème	Equilibre économique, social et politique
Public cible	Chercheurs Universités et grandes écoles Société civile PTF Administrations publiques
Date	10 – 11 novembre 2016
Lieu	CRES de Badalabougou, Bamako
Animateurs	✓ Pr. Massa COULIBALY ✓ François KONE ✓ Boubacar BOUGOUDOOGO ✓ Dr. Lansine SOUNTOURA ✓ Dr. Bréïma TRAORE ✓ Maïmouna DIAKITE ✓ Adama TIENDREBEOGO ✓ Dr. Ibrahima DIALLO ✓ Marie Eve YERGEAU ✓ J. Dirck STRYKER ✓ Nouhoum TRAORE ✓ Seydou SAMAKE ✓ Dr. Oumar BOUARE ✓ Carine MEYIDJUI ✓ Dr. Mamadou DANSOKHO ✓ Abdoul Karim DIAMOUTENE
Communications	✓ Temperature shocks and Firm Dynamics in developing Countries – Evidence from Côte d'Ivoire ✓ Challenges to Conventional Development Economics ✓ Niveau optimal de l'endettement et croissance économique dans la zone UEMOA ✓ La Classification des régions du Mali selon quelques indicateurs socioéconomiques et démographiques ✓ Pour une meilleure gouvernance des actions humanitaire d'urgence : Cas du Mali ✓ Tax potential and Tax effort: An Empirical Estimation for non-resource Tax revenue and VAT's Revenue ✓ Théorie des jeux et prédictions des issues politiques : cas de la question de l'article 37 au Burkina Faso ✓ Variation du point d'équilibre de l'offre et de la demande de produits agricole maliens sur les marchés étrangers et proposition de politique économique ✓ L'impact de l'écotourisme sur le bien-être local dans les zones protégées du Népal – Une analyse multiniveaux ✓ Droits fonciers et productivité agricole des exploitations familiales au Mali : Cas de l'Office du Niger ✓ Distribution des privations d'infrastructures et services sociaux au Mali

☞ Réunion du CE de Afrobaromètre

Thème	Réunion statutaire du CE
Public cible	14 partenaires internationaux de Afrobaromètre
Date	11 – 12 juillet 2016
Lieu	Dar es Salam (Tanzanie)
Animateurs	Gyimah Carolyn Abba
Compte rendu	✓ Etat des financements des Rounds 7 et 8 ✓ Plan de réduction budgétaire ✓ Implications pour le staff ✓ Mobilisation des ressources ✓ Afrobaromètre et les ODD ✓ Dissémination R6 et global release ✓ Planification des enquêtes du round 7 ✓ Problèmes des partenaires nationaux ✓ Divers

☞ Réunion des partenaires régionaux de Afrobaromètre

Thème	Débriefing des enquêtes Afrobaromètre round 7
Public cible	32 pays partenaires de Afrobaromètre
Date	13 – 14 juillet 2016
Lieu	Dar es Salam (Tanzanie)
Animateurs	Gyimah Carolyn Abba
Compte rendu	✓ Présentation des rapports d'activités de janvier – juin 2016 ✓ Mise en œuvre du Round 7 ✓ Présentation sur l'importance du suivi-évaluation dans la gestion des projets comme AB, surtout en ODA (Online Data Analysis) ✓ EDC (Electronic Data Capture) ✓ Echange avec Mike sur le livre dont le titre provisoire proposé est "Priorités africaines de développement"

☞ Atelier national de priorisation des ODD

Thème	l'Atelier national de restitution, de formation et d'appropriation des Objectifs de développement durable (ODD)
Public cible	✓ Services publics ✓ Société civile ✓ Secteur privé ✓ Collectivités territoriales ✓ PTF
Date	14 - 16 novembre 2016
Lieu	Hôtel Laico El Farouk de Bamako
Animateurs	✓ Agalyou Alkassoum MAÏGA ✓ Moubarack LO ✓ Mahamadou Zibo MAÏGA ✓ Massa COULIBALY ✓ Mohamed DIALLO ✓ Bécaye DIARRA
Compte rendu	✓ Le Concept de développement durable ✓ Les Objectifs du développement durable ✓ Expérience du Sénégal

	✓ Les OMD et transition vers les ODD ✓ Les outils et méthodologie de planification des ODD au Mali (CREDD 2016-2018) ✓ Identification et opérationnalisation des priorités de développement durable du Mali ✓ Paradigme et outils MAPS et RIA ✓ Feuille de route pour l'opérationnalisation des ODD au Mali
--	---

☞ Réunion de sensibilisation des Institutions de recherche et des entreprises à la production des statistiques de la science, de la technologie et de l'innovation (STI)

Thème	Faire connaître aux Institutions de recherche et des entreprises les informations à collecter dans le cadre de l'étude sur la STI
Public cible	✓ Grandes écoles et facultés ✓ Structures nationales de recherche ✓ Structures indépendante de recherche
Date	04-05 août 2016
Lieu	Centre du secteur privé de Bamako
Animateurs	✓ Hyppolite TRAORE ✓ Seydou KEÏTA ✓ Abdramane GUINDO ✓ Balla DIARRA ✓ Tiéman COULIBALY ✓ Boubacar TABOURE
Compte rendu	✓ Présentation de la STI suivie de discussions ✓ Présentation de la mesure de la R&D ✓ Présentation des outils de collecte des indicateurs de la R&D ✓ Présentation de la mesure de l'innovation ✓ Présentation des outils des indicateurs de l'innovation ✓ Discussions des prochaines étapes

☞ Première réunion Think tank UEMOA

Thème	Renforcer l'intégration régionale et favoriser la diffusion du savoir à travers des colloques, des réunions et des publications
Public cible	✓ LARES ✓ IFPRI ✓ FASEG/UL ✓ IRES-RDEC ✓ URD/UL ✓ ICRISAT ✓ ASE/IREEP ✓ GREAT ✓ CIRES ✓ IER ✓ CERER ✓ CERAP ✓ CRES ✓ CNRST ✓ CREA ✓ CEDRES ✓ BCEAO ✓ AGRHYMET ✓ ADEA ✓ IPAR
Date	03 – 04 mai 2016
Lieu	Ouagadougou
Animateurs	✓ Aly COULIBALY

Compte rendu	✓ Souleymane DIARRA
	✓ Objectifs de la réunion
	✓ Développement des activités de recherche au sein de la Commission de l'Uemoa
	✓ Cadre conceptuel de mise en place du réseau Think tank Uemoa
	✓ Echanges sur l'organisation du réseau
	✓ Axes thématiques de réflexion
	✓ Feuille de route
	✓ Rapport de la réunion

☞ Deuxième réunion Think tank UEMOA

Thème	Validation des documents et mise en place des organes du réseau
Public cible	✓ LARES ✓ IFPRI ✓ FASEG/UL ✓ IRES-RDEC ✓ URD/UL ✓ ICRISAT ✓ ASE/IREEP ✓ GREAT ✓ CIRES ✓ IER ✓ CURES ✓ CERAP ✓ CRES ✓ CNRST ✓ CREA ✓ CEDRES ✓ BCEAO ✓ AGRHYMET ✓ ADEA ✓ IPAR
Date	07 – 09 novembre 2016
Lieu	Bamako
Animateurs	✓ Aly COULIBALY ✓ Souleymane DIARRA
Compte rendu	✓ Validation de la Charte, des statuts et règlements intérieurs ✓ Mise en place des organes du réseau ✓ Clarification des attributions et missions des groupes de réflexion thématique ✓ Démarrage des activités du réseau ✓ Etat des lieux des activités depuis la 1^{ère} réunion ✓ Présentation du projet de Plan stratégique ✓ Stratégie à court, moyen et long termes ✓ Moyens du réseau ✓ Election d'un Comité exécutif ✓ Programme d'activités 2017 du réseau

☞ Journée scientifique de l'ONEF

Thème	Première journée scientifique de l'ONEF
Public cible	✓ CPS ✓ Centres de recherche publics ✓ Universités et grandes écoles ✓ Centres de recherche privés ✓ Administration publique
Date	14 avril 2016

Lieu	CICB, Bamako
Animateurs	✓ Boubacar DIALLO ✓ Dramane HAIDARA ✓ Mahamadou Zibo MAÏGA ✓ Mme DICKO Fatoumata DEMBELE
Compte rendu	✓ Historique de la création de l'ONEF ✓ Domaines de recherche de l'ONEF ✓ Genèse et rôle des ONEF en Afrique ✓ Importance des recherches menées ✓ Profil du chômage et du sous-emploi ✓ Emploi et politique de l'emploi ✓ Insertion des jeunes sur le marché du travail ✓ Les inégalités et la distribution du revenu au Mali ✓ Les caractéristiques et les déterminants de l'emploi ✓ L'insertion socioprofessionnelle des migrants de retour au Mali

☞ Rencontre NDI – GREAT

Thème	Rencontre NDI-GREAT
Public cible	✓ GREAT ✓ NDI
Date	10 février 2016
Lieu	NDI Bamako
Animateurs	✓ Dr. Badiè HIMA ✓ Pr. Massa COULIBALY ✓ Fatoumata Sow
Compte rendu	✓ Formalisation de la collaboration NDI-GREAT ✓ Identification des axes de collaboration

☞ Dialogue et découverte sur la gestion des finances publiques

Thème	Dialogue et découverte sur la gestion des finances publiques
Public cible	✓ Centres de recherche ✓ Universités ✓ Organisations de la société civile
Date	13-15 juin 2016
Lieu	Barcelone
Animateurs	✓ Warren ✓ Ann Blyberg ✓ Alex
Compte rendu	✓ Contexte du travail budgétaire depuis ces 20 dernières années ✓ Amélioration des scores sur la transparence ✓ Relecture de la théorie de la gestion des finances publiques ✓ Transparence et son lien avec la croissance des données subnationales ✓ Mobilisation des ressources surtout les impôts et équité fiscale ✓ Stratégies dans le domaine du plaidoyer ✓ Résultats d'enquête de COMETA ✓ Objectifs du réseau ✓ Tâches des partenaires et d'IBP ✓ Modes d'apprentissage ✓ Partager le gâteau – décentralisation et partage des recettes ✓ Social accountability monitoring (SAM) ✓ Service delivery monitoring (SDM) ✓ Public expenditure tracking survey (PETS) ✓ Social audits (SA)

4.2. Cafés

☞ Les religions monothéistes

Thème	Les religions monothéistes sont-elles aussi universelles qu'on veut nous le faire croire?
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs
Date	23 mai 2016
Lieu	Bamako
Animateur	Dr. Lancine Sountoura
Compte rendu	✓ C'est avec les almoravides que l'islam est rentré en Afrique et presque de la même manière que le christianisme est venu ✓ Les religions monothéismes ont beaucoup emprunté dans les autres religions ✓ Les prophètes viennent à peu près du même peuple ✓ C'est pour les intérêts économiques, par le commerce, la guerre et par la force ✓ La religion est un instrument de domination de classe ✓ Un des travers de l'islam est de perpétuer l'ignorance

☞ La négociation syndicale

Thème	Comment le SNESUP est arrivé?
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs
Date	08 août 2016
Lieu	Bamako
Animateur	✓ Dr. Abdou Malla
Compte rendu	✓ C'est suite à l'avènement de la démocratie que le SNESUP a été créé en 1991 ✓ Les négociations peuvent prendre une journée jusqu'à 7 ans. ✓ Il y avait entre autres des questions de ligne budgétaire pour les recherches, d'indemnité de logement pour les enseignants et chercheurs, d'intégration des contractuels et la mise à route de la CNEA (CAMES) ✓ Les contenus des différents accords (accord partiel, accord complet) ✓ Les doléances sont recensées lors d'une AG unitaire au cours de laquelle chacun des membres donne ses inquiétudes ✓ Le blocage peut être dû à la mauvaise foi du ministre

☞ Les traditions négroafricaines

Thème	Les intellectuels traditionnels
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs
Date	29 août 2016
Lieu	Bamako
Animateur	✓ Dr. Fakoly Doumbi
Compte rendu	✓ L'existence des HogonsTimbély ✓ Pour les traditionalistes quand un vieillard meurt c'est une porte qui est fermée qui sera ouverte et non une bibliothèque qui brûle comme l'écrit Hampaté Bah ✓ La vie n'est pas unique, elle se renouvelle tout le temps ✓ La croyance est la supra science ✓ La domination de l'Afrique ✓ Les intellectuels sont à l'origine de tous nos problèmes ✓ La base de la franc-maçonnerie

5. Publications



5.1. Les Great_Cahiers

Titre	Mali – Perspectives de sortie de la crise du Nord
Numéro	55_1
Date de publication	Janvier – Mars 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	35 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mali – Chômage, salariat et grèves dans l'opinion publique
Numéro	55_2
Date de publication	Janvier – Mars 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Wélé Fatoumata Binta Sow
Nombre de pages	35 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mali – Religion et politique
Numéro	55_3
Date de publication	Janvier – Mars 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Djénéba Diarra
Nombre de pages	35 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Distribution des privations d'infrastructures et services sociaux au Mali
Numéro	56_1
Date de publication	Avril – Juin 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	21 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mali – Perceptions populaires de la Chine
Numéro	56_2
Date de publication	Avril – Juin 2016
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	27 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Comment mesurer le niveau de démocratie en Afrique?
Numéro	57_1
Date de publication	Juillet – Septembre 2016
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	39 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	La société civile africaine peut-elle lutter contre la corruption dans les institutions publiques?
Numéro	57_2
Date de publication	Juillet – Septembre 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	38 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Une métrique de la gouvernance en Afrique
Numéro	57_3
Date de publication	Juillet – Septembre 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	29 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Privations d'infrastructures et de services sociaux en Afrique
Numéro	57_4
Date de publication	Juillet – Septembre 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Ousmane Z Traoré
Nombre de pages	17 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Perceptions populaires de l'intégration régionale en Afrique
Numéro	57_5
Date de publication	Juillet – Septembre 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Ousmane Z Traoré
Nombre de pages	20 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Perceptions populaires du rôle de la Chine en Afrique
Numéro	57_6
Date de publication	Juillet – Septembre 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Ousmane Z Traoré
Nombre de pages	37 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mali – Inégalités et distribution de revenu
Numéro	58_1
Date de publication	Octobre – Décembre 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	50 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mali – La typologie du travail
Numéro	58_2
Date de publication	Octobre – Décembre 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	52 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

5.2. Le Great_Savoir

Titre	Les risques professionnels au Mali
Numéro	061
Date de publication	Janvier 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Les sources de revenu des ménages au Mali
Numéro	062
Date de publication	Février 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Inégalités et distribution de revenu au Mali
Numéro	063
Date de publication	Mars 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Une métrique de la démocratie en Afrique
Numéro	064
Date de publication	Avril 2016
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Institutions, corruption et société civile en Afrique
Numéro	065
Date de publication	Mai 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Une métrique de la gouvernance en Afrique
Numéro	066
Date de publication	Juin 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Une Afrique privée d'infrastructures et de services sociaux
Numéro	067
Date de publication	Juillet 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Ousmane Z Traoré
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Perceptions populaires de l'intégration régionale en Afrique
Numéro	068
Date de publication	Août 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Ousmane Z Traoré
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Perceptions africaines du rôle de la Chine
Numéro	069
Date de publication	Septembre 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Ousmane Z Traoré
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	La pluriactivité au Mali
Numéro	070
Date de publication	Octobre 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Le revenu d'emploi au Mali
Numéro	071
Date de publication	Novembre 2016
Auteurs	Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	La mobilité sociale au Mali
Numéro	072
Date de publication	Décembre 2016
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

5.3. La Great_Formation

Titre	Eléments statistiques d'économétrie
Modules de formation	✓ Synthèse statistique ✓ Echantillonnage ✓ Lois de répartitions et tests usuels
Numéro	001
Date de publication	Janvier 2015
Auteur	Pr. Massa Coulibaly
Public cible	✓ Etudiants en Licence et Master ✓ Enseignants chercheurs ✓ Cadres de l'administration économique
Support de publication	Papier, Internet

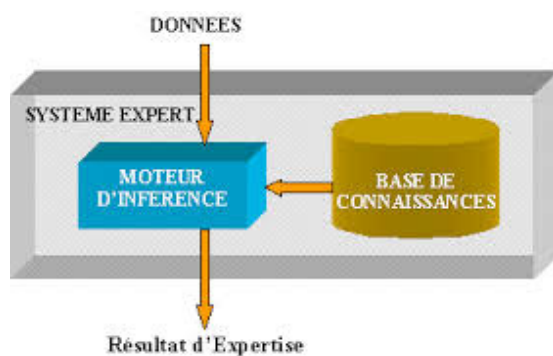
Titre	Introduction à l'économétrie
Modules de formation	✓ Régression linéaire ✓ Modèle linéaire simple ✓ Extensions du modèle linéaire simple par les moindres carrés
Numéro	002
Date de publication	Février 2015
Auteur	Pr. Massa Coulibaly
Public cible	✓ Etudiants en Licence et Master ✓ Enseignants chercheurs ✓ Cadres de l'administration économique
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Modèle linéaire général
Modules de formation	✓ Hypothèses ✓ Estimation des paramètres ✓ Propriétés ✓ Prévision ✓ Coefficients de corrélations ✓ Analyse de variance et tests ✓ Analyse de covariance
Numéro	003
Date de publication	Mars 2015
Auteurs	Massa Coulibaly
Public cible	✓ Etudiants en Licence et Master ✓ Enseignants chercheurs ✓ Cadres de l'administration économique
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Problèmes économétriques et modélisation
Modules de formation	✓ Multicolinéarité ✓ Dummy variables ✓ Hétéroscédasticité ✓ Autocorrélation des erreurs ✓ Variables retardées ✓ Equations simultanées ✓ Introduction à la Modélisation économique
Numéro	004
Date de publication	Avril 2015
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Public cible	✓ Etudiants en Licence et Master ✓ Enseignants chercheurs ✓ Cadres de l'administration économique
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Modèle de séries temporelles
Modules de formation	✓ La décomposition d'une série chronologique ✓ Correction des variations saisonnières ✓ Prévision ✓ Racines unitaires et cointégration ✓ Exemples
Numéro	005
Date de publication	Mai 2015
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Public cible	✓ Etudiants en Licence et Master ✓ Enseignants chercheurs ✓ Cadres de l'administration économique
Support de publication	Papier, Internet

5.4. Base de connaissances



Les publications de GREAT sont distribuées, en copies dures, à des partenaires techniques et financiers, universitaires et aux services publics et

privés nationaux. En plus, elles sont toutes disponibles, sur le site web de GREAT (www.greatmali.net) dans la rubrique "Publication". De même, "Le Great_Savoir" est accessible sur abonnement gratuit via le portail du site et en quelques copies dures. On peut également accéder aux archives de toutes les publications via le portail du Groupe. Les lecteurs de nos publications sont des universitaires et chercheurs, des décideurs politiques, les journalistes, la société civile et des partenaires techniques et financiers.

6. Partenariat



A ce jour, GREAT peut s'estimer heureux d'avoir pu conserver le partenariat, oh combien à lui bénéfique, de certaines institutions de recherche telles que Afrobaromètre, World Economic Forum, IBP, PEP et PSI/Mali. A ces partenaires de

longue date, se sont ajoutés ISSER, AGRA et Southern Voice avec espoir d'une longévité tout aussi à toute épreuve.

A l'intérieur du pays, GREAT travaille de plus en plus étroitement avec la Cellule technique CSLP, l'INSTAT et certaines CPS, l'ONEF, la DNPd, la DGB, le MEF ainsi que la presse, écrite comme audio-visuelle. Bien entendu, la recherche de partenariat se poursuit à tous les niveaux de l'administration, de la société civile, de la presse et des bailleurs de fonds, internationaux comme nationaux.

6.1. Institutions de recherche

INSTAT (Institut national de la statistique)	✓ Partenariat multidimensionnel
CPM (Comité de prévision et de modélisation)	✓ Réunions statutaires du CPM
Afrobaromètre	✓ Réunions du Comité exécutif ✓ Conférence Afrobaromètre des utilisateurs politiques ✓ Réunion de synthèse des enquêtes Afrobaromètre
ISSER	✓ Etude d'évaluation d'impacts Formation en évaluation d'impact

6.2. Administration publique

DNPd	✓ Formation et toilettage du modèle macroéconomique de la DNPd
CSLP	✓ Recherche sur les ODD
USSGB	✓ Formation, études et recherche
ONEF	✓ Formation, études et recherche
MEF	✓ Amélioration de la performance du modèle de prévision du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT)

6.3. Société civile

Groupe de suivi budgétaire	✓ Budget citoyen au Mali – Loi de finances 2016 ✓ Le redressement de l'école malienne ✓ Rapport d'analyse du budget 2016 du Conseil régional de Sikasso ✓ Rapport d'analyse du budget 2016 du Conseil communal de Zantiébougou ✓ Rapport d'analyse du budget 2016 du Conseil communal de N'Kourala ✓ Rapport d'analyse du budget 2016 du Conseil communal de Nièna ✓ Rapport d'analyse du budget 2016 du Conseil communal de Koumantou ✓ Présentation du budget 2016 de la mairie du district de Bamako ✓ Application des directives des finances publiques à partir du 1^{er} janvier 2017
AMEDD	✓ Traitement SPSS de base de données agricoles

6.4. Partenaires techniques et financiers

PNUD	✓ Recherche sur les ODD
NDI	✓ Rencontre partenariat
ONE	✓ Processus budgétaire, agriculture et des ODD
IBP	✓ Transparence budgétaire
World Economic Forum	✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises
AGRA	✓ Etude d'évaluation d'impacts
Southern Voice	✓ Recherche sur les ODD
PSI	✓ Enquêtes et études

7. Fonctionnement institutionnel



GREAT, érigé en ONG depuis le 01 juillet 2009 sous l'Accord cadre n° 001079 dispose de trois niveaux d'instances, une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations, un Comité d'orientation qui se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activités annuel.

7.1. Programmation et responsabilisation des activités

**Seuls des leaders
sûrs d'eux donnent
le pouvoir à
d'autres !**

L'ONG GREAT a pour vocation, les études et recherche, la formation, la publication, l'assistance et la promotion de la science et de la culture. En 2016, les travaux de recherche de GREAT ont principalement porté sur le Développement durable, l'Evaluation d'impact, la pauvreté et l'Inégalité, la gouvernance et démocratie et l'équilibre. S'agissant des enquêtes, quatre furent menées en 2016. La première portait sur la compétitive des entreprises qui est une enquête annuelle depuis plus de dix ans. La deuxième était sur la mise en œuvre des programmes d'appui à la formation professionnelle. La troisième

était une enquête quantitative agricole et la quatrième une enquête qualitative agricole. Quant à la formation, deux furent données, une en rédaction Scientifique et l'autre en utilisation d'Excel. Dans le cadre de la promotion de la science, GREAT a, cette année, organisé des Journées Scientifiques et des cafés.

Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, ce tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations. L'absence de financement public à GREAT a été une véritable entrave dans l'organisation des Journées du savoir.

7.2. Réunions statutaires



Le Conseil d'orientation s'est réuni le 30 avril 2016 sous la présidence du Directeur exécutif de GREAT, président du Conseil. L'ordre du jour portait sur l'examen et la validation du Rapport d'activités de l'année 2015 et du Programme d'activités 2016, les préparatifs des Journées du savoir de 2016 et l'actualisation du Plan stratégique de GREAT, l'actualité brûlante du pays et ses implications en matière d'études et de recherche notamment l'élaboration d'un modèle de cadrage et de prévision macroéconomique pour le Mali et les divers. Durant l'année 2016, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont

pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux. Environ dix réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou en instance d'exécution.

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 7 ateliers de 5 jours environ chacun qui se sont tenus durant l'année 2016.



8. Suivi budgétaire

8.1. Système de gestion



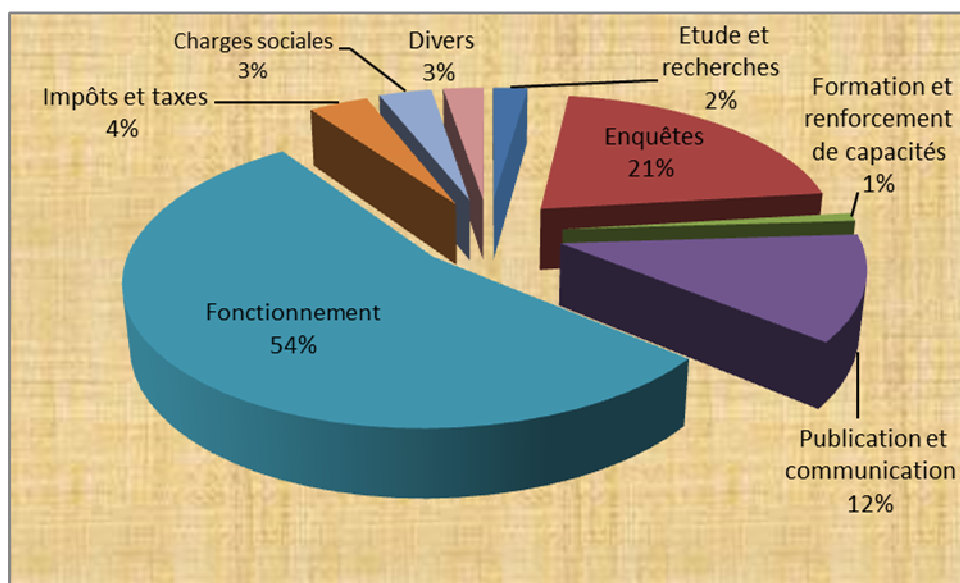
Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SAGE COMPTABLE. Il permet de (i)

enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses), (ii) lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget, (iii) faire des prévisions et projections, (iv) évaluer les besoins de trésorerie, et (v) établir un rapport financier à tout moment.

Le suivi budgétaire est une application qui permet de mémoriser les éléments de chaque poste budgétaire. Toutes les opérations de dépenses et de versement peuvent être régulièrement enregistrées et le solde établi à tout moment pour chaque ligne budgétaire et selon les sources de financement.

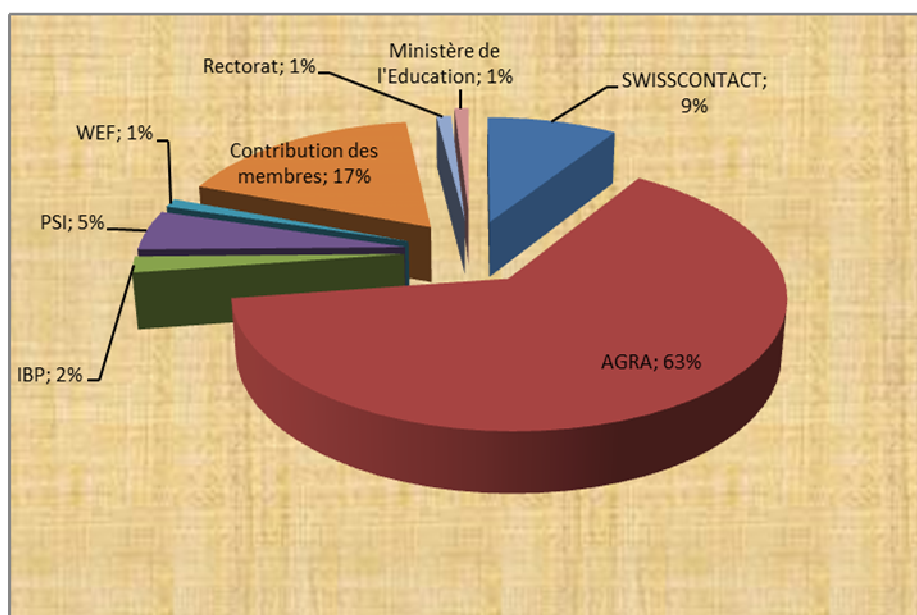
8.2. Structure des dépenses

Les dépenses de GREAT se structurent en cinq types de dépense: Etudes et recherche, Fonctionnement institutionnel, Communication et publication, Impôt et taxes et Charges sociales. Au regard de la structure des dépenses, la part de "Communication et publication" a triplé par rapport à l'année précédente. Cette forte augmentation s'explique par l'organisation de la seconde édition des Journées du savoir, pour 80% de cette rubrique. La part du fonctionnement institutionnel a beaucoup augmenté tandis que celle des études et de la recherche a diminué par à 2015.



8.3. Source de financement

En 2016, GREAT a principalement été financé par AGRA, SwissContact, WEF, IBP et PSI/Mali. Dans le cadre de l'organisation des Journées du savoir, il a adressé des demandes de financement à divers bailleurs potentiels de fonds dont des PTF, l'administration publique, des ambassades et consulats, des organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux. Malheureusement, à deux exceptions près tous ont répondu négativement quand ils n'ont pas du tout répondu observant le silence absolu aux différentes correspondances. C'est le lieu de remercier encore une fois le rectorat de l'USSGB et le Ministère de l'éducation nationale qui ont généreusement contribué au financement de l'organisation desdites JdS.



9. Programme d'activités 2017



Le programme d'activités de 2017 est élaboré dans un contexte de consolidation des acquis de nos expériences. Il s'insère également dans le prolongement des domaines identifiés au cours de 2016.

👉 Programme prévisionnel d'activités

1. Etudes et recherche	
Gouvernance	✓ Rapports Afrobaromètre Round 7
Analyse budgétaire	✓ OBI Indice de transparence budgétaire du Mali
	✓ Budget communal
	✓ Analyse des budgets sociaux
	✓ Analyse et modélisation budgétaire
	✓ Répartition sociale des recettes et des dépenses publiques (payeurs et bénéficiaires)
Emploi	✓ Marché du Travail
Evaluation d'impacts	✓ Evaluation d'impact de projet agricole
	✓ Evaluation d'impacts genre
	✓ TEC-CEDEAO
	✓ Compétitivité des entreprises
	✓ MEGC
Divers	✓ Economie locale
	✓ Genre et activisme civique et politique
	✓ Monnaie
	✓ Circulation monétaire
	✓ Production agricole
	✓ Distribution de revenu et inégalité dans les ménages agricole
	✓ Problèmes de développement
	✓ Conditions de vie des citoyens
	✓ Perceptions populaires de la justice en Afrique
2. Enquêtes	✓ Perceptions populaires de la justice au Mali
	✓ Enquêtes de base
	✓ Enquêtes de suivi
	✓ Enquêtes régulières
	✓ Enquêtes légères
3. Formation et renforcement de capacités	✓ Formation en anglais
	✓ Méthodologie de rédaction
	✓ Eviews
	✓ Excel
	✓ Logiciel R
	✓ Formation en évaluation d'impacts
	✓ Logiciel d'échantillonnage
	✓ Inscription et poursuite en thèses de doctorat
	✓ Master
	✓ Analyse budgétaire
	✓ Transparence budgétaire

	✓ Plaidoyer ✓ Ecoles Afrobaromètre en science politique et en communication ✓ CAPI ✓ Modélisation en équilibre général calculable ✓ Analyse genre ✓ Formation en techniques quantitatives des assistants de l'Université
4. Communication	✓ Actualisation de la "Base de connaissances" de GREAT ✓ Plaidoyer pour la transparence budgétaire ✓ Dissémination des résultats d'études ✓ Conférences et colloques sous-régionaux, régionaux et internationaux
5. Publications	✓ 4 numéros de "Les Great_Cahiers" ✓ 9 numéros de "La Great_Formation" ✓ 12 numéros de "Le Great_Savoir" ✓ 3 numéros de "Café Great"
6. Partenariat	✓ OMS ✓ INSTAT et CPS ✓ Afrobaromètre ✓ DNPDP ✓ PEP ✓ CPM (Comité de prévision et de modélisation) ✓ CSLP ✓ USSGB ✓ CABRI-IBP ✓ UE ✓ World Economic Forum ✓ Banque Mondiale
7. Fonctionnement institutionnel	✓ Mise à jour du plan stratégique ✓ Révision de plan de communication ✓ Révision de plan de mobilisation de ressources ✓ Réunions régulières des instances

👉 Tableau de bord 2017

	Thèmes	Délai	Responsable	Observations
Etudes et recherche	Rapports Afro 7		MC	
	Rapports Afro 6			
	Problèmes de développement		MC	
	Conditions de vie des citoyens		BC	
	Perceptions populaires de la justice en Afrique		FK	
	Perceptions populaires de la justice au Mali		MC	
	Genre et activisme civique et politique		DD	
	Publication du livre Afro		MC	
	Etude de base et effets Swisscontact		BB	
	MEGC (thématiques à préciser)		BC	
	Distributions et inégalités		FK	
	Priorisation des ODD au Mali		FK	
	ODD 2			
	Evaluation d'impacts (ISSER)		MC	
	Rentabilité économique et financière des entreprises		BB	
	CBMT (élaboration du modèle)		FK + BB	
	CBMT (validation du modèle)		BB	
	CBMT (formation des utilisateurs)		BB	
	CBMT (publications)		BB	
	Economie locale		BB	
	Analyse des données agricoles (AGRA)		FK	
	Répartition sociale des recettes et des dépenses publiques (Payeurs et bénéficiaires)		FK	
	OBI		BB	
	Elaboration d'outil d'enquête genre		MC	
	Plan de communication CNDIFE		MC	
	Evaluation d'impacts genre		FK	
	Marché du travail		MC	
	Etudes budgétaires (PAT)		MC	
	Evaluation des politiques commerciales (CRES)		MC	
	Financement de l'économie (Baba Top)		BB	
	Croissance économique (PAGE)		FK	
	Fonds compétitif pour la recherche		MC	
	Monnaie		FK	
	Circulation monétaire		BB	
	Production agricole		OT	
	Distribution de revenu et inégalité dans les ménages agricole			
Enquêtes	Enquêtes de base AGRA		BC	
	Enquêtes de suivi ISSER		BC	
	Distribution des téléphones et enquêtes qualitatives ISSER		BC	
	Enquête WEF		BC	
	Enquêtes Afro Round 7		BC	
	Enquêtes WEF		BC	
	Enquête Swisscontact			
	Enquêtes d'évaluation d'impact		FS	

	Enquêtes qualitatives		BB	
Formation et capacitation	Anglais (vendredi 14h-18h après le mois de ramadan)		FK	
	Méthodologie de rédaction scientifique		MC	
	Formation en évaluation d'impacts		FK	
	Manuel de modélisation en équilibre général calculable		BC	
	Manuel CAPI		FS	
	Formation analyse genre		MC	
	Formation en techniques quantitatives des Assistants de l'université		MC	
	Formation en techniques quantitatives des Assistants de l'université		FK	
	Thèses		BB	
	Master 2		MC	
	Logiciel R (GREAT)		MC	
	Echantillonnage informatique		MC	
	Formation en utilisation de tablettes		DD	
	Ms Project		BB	
	Excel		BD	
	Ecole Afro		BC	
	Formation CAPI		FS	
	Manuel de cadrage budgétaire CBMT		BB	
	Manuel d'évaluation d'impacts		FK	
	Manuel de transparence budgétaire		BB	
	Manuel d'analyse budgétaire		BB	
	Manuel de plaidoyer		BB	
	Manuel de logiciel R		MC	
	Manuel d'échantillonnage		MC	
Communication	Gestion "Base de connaissances"		DD + FS	
	Great_Cahiers		FS	
	Great_Savoir		FS	
	Great_Formation		FS	
	Organisation Jds		FS	
	Café Great		DD	
	Révision de plan stratégique		MC	
	Révision de plan de communication		FS	
	Révision de plan de mobilisation de ressources		BB	
	Think Tank UEMOA		MC	
	Concept Notes Great_ Université		MC	
Publications	Great_Cahiers		FS	
	Great_Savoir		FS	
	Great_Formation		FS	
	Rapport d'activités		FS	
	Livre Afro		MC	
Partenariat			BD	
Congés annuels			DD	
Suivi d'exécution des activités			FS	
Rapport d'activités 2016			DD	

Rapport financier 2016			BD	
Rapport d'activités 2017			DD	
Rapport financier 2017			BD	
Jds	Composition du comité d'organisation		BB	
	Présentation des tâches du comité d'organisation		BB	
	Calendrier d'exécution de ces tâches		BB	
	Composition du comité scientifique		FK	
	Présentation des tâches du comité scientifique		FK	
	Calendrier d'exécution de ces tâches		FK	
	Proposition des thèmes		MC	
	Budget prévisionnel et plan de financement		BC	

Conclusions

La vision de produire et de diffuser du savoir demeure la finalité de GREAT. Tout au long de l'année écoulée, GREAT n'a ménagé aucun effort pour poursuivre cette mission avec des difficultés inhérentes à tout centre de recherche ne bénéficiant pas de ressources longues. C'est ainsi que le Groupe a pu mobiliser d'importantes ressources via des réponses à des sollicitations de partenaires techniques et financiers aussi bien nationaux qu'internationaux.

De même, GREAT a pu pour la seconde édition des Journées du savoir mobiliser quelques ressources financières, Journées qui ont été, à n'en pas douter un franc succès, un espace d'échanges et de partage de savoir entre les chercheurs du Nord et du Sud. Aussi, l'année 2016 a vu GREAT s'intéresser, au-delà de ses traditionnels champs de recherche, aux Objectifs pour le développement durable (ODD) et à l'évaluation des impacts de projets agricoles dans le cadre du partenariat avec ISSER du Ghana et AGRA.

Au niveau national, quelques initiatives de mobilisation ont été entamées qui ont abouti à des signatures de contrat pour des études et recherche et qui vont se poursuivre en 2017. Il s'agit notamment de l'étude sur l'amélioration de la performance du CBMT et des études genre.

De même, le chantier de la formation et du renforcement de capacités a vu GREAT participer en tant que formateur à un grand nombre d'ateliers. Ce qui dénote de l'expertise de GREAT en matière de transmission du savoir aussi bien au niveau national qu'international. Il faut noter que GREAT a cherché à diversifier ses sources de financement chaque fois que cela était possible en participant au maximum d'appels d'offres de consultation. En matière de communication, le medium privilégié demeure le web et le mailing où GREAT publie trimestriellement et mensuellement les résultats de ses recherches.

Comme en 2016, GREAT a programmé pour 2017 diverses activités dans le domaine des études et recherche, des enquêtes au profit des partenaires, des activités de renforcement de capacités, de communication et de publication et de recherche de nouveaux partenaires.

Enfin, compte tenu des difficultés de rassemblement des éléments de rapport annuel, il a été décidé de mettre en place un système efficace de suivi-évaluation au cours de l'année 2017. Ce dispositif devra permettre aux chercheurs de GREAT de documenter au fur et à mesure les différentes activités mises en œuvre, d'améliorer le système d'information au sein du Groupe, de mesurer l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan de travail annuel et finalement de procéder aux évaluations périodiques des projets mis en œuvre.



GREAT

Groupe de recherche en économie
appliquée et théorique

Equilibre
économique,
social
et politique

Les journées du savoir

Bamako

10 - 11 Novembre 2016

Réfléchir à changer